

Enabel



Rapport de résultats 2022
Projet Renforcement de
l'Entrepreneuriat en Elevage
REEL Mahita
Niger
NER : 2200311

Table des matières

1	ACRONYMES	4
2	APERÇU DE L'INTERVENTION	7
2.1	FICHE D'INTERVENTION	7
2.2	AUTO-EVALUATION DE LA PERFORMANCE	9
1.1.1	<i>Pertinence</i>	<i>9</i>
1.1.2	<i>Efficacité.....</i>	<i>9</i>
1.1.3	<i>Efficienc.....</i>	<i>9</i>
1.1.4	<i>Durabilité potentielle</i>	<i>10</i>
1.1.5	<i>Conclusions</i>	<i>11</i>
3	SUIVI DES RESULTATS.....	13
3.1	EVOLUTION DU CONTEXTE	13
3.1.1	<i>Contexte général et institutionnel.....</i>	<i>13</i>
3.1.2	<i>Contexte de gestion.....</i>	<i>13</i>
3.2	PERFORMANCE DE L'OUTCOME	15
3.2.1	<i>Progrès des indicateurs</i>	<i>15</i>
3.2.2	<i>Analyse des progrès réalisés</i>	<i>16</i>
3.3	PERFORMANCE DE L'OUTPUT 1	17
3.3.1	<i>Progrès des indicateurs</i>	<i>17</i>
3.3.2	<i>État d'avancement des principales activités.....</i>	<i>17</i>
3.3.3	<i>Analyse des progrès réalisés</i>	<i>18</i>
3.4	PERFORMANCE DE L'OUTPUT 2	18
3.4.1	<i>Progrès des indicateurs</i>	<i>18</i>
3.4.2	<i>État d'avancement des principales activités.....</i>	<i>19</i>
3.4.3	<i>Analyse des progrès réalisés</i>	<i>19</i>
3.5	PERFORMANCE DE L'OUTPUT 3.....	20
3.5.1	<i>Progrès des indicateurs</i>	<i>20</i>
3.5.2	<i>État d'avancement des principales activités.....</i>	<i>21</i>
3.5.3	<i>Analyse des progrès réalisés</i>	<i>21</i>

4	SUIVI BUDGETAIRE.....	37
5	RISQUES ET PROBLEMES	41
6	SYNERGIES ET COMPLEMENTARITES	53
6.1	AVEC LES AUTRES INTERVENTIONS DU PORTEFEUILLE.....	53
6.2	AVEC LES PROJETS POUR TIERS	53
6.3	AUTRES SYNERGIES ET COMPLEMENTARITES.....	53
7	THEMES TRANSVERSAUX	53
7.1	ENVIRONNEMENT ET CHANGEMENT CLIMATIQUE.....	53
7.2	GENRE.....	53
7.3	DIGITALISATION	54
7.4	EMPLOI DECENTS.....	54
8	LEÇONS APPRISSES.....	54
8.1	LES SUCCES.....	54
8.2	LES DEFIS	54
8.3	QUESTIONS D'APPRENTISSAGE STRATEGIQUE.....	55
8.4	SYNTHESE DES ENSEIGNEMENTS TIRES	55
9	PILOTAGE	56
9.1	MODIFICATIONS APORTEES A L'INTERVENTION	56
9.2	DECISIONS PRISES PAR LE COMITE DE PILOTAGE ET SUIVI	56
9.3	REORIENTATIONS STRATEGIQUES ENVISAGEES.....	57
9.4	RECOMMANDATIONS.....	57
10	ANNEXES	58
10.1	CRITERES DE QUALITE	58
10.2	CADRE LOGIQUE ET/OU THEORIE DE CHANGEMENT MIS A JOUR	63
10.3	FICHES DE SUIVI DE PROCESSUS DE CHANGEMENT (OPTIONNEL).....	68
10.4	APERÇU DES MORE RESULTS.....	68
10.5	RAPPORT « BUDGET VERSUS ACTUELS (Y – M) »	69
10.6	RESSOURCES EN TERMES DE COMMUNICATION.....	76

1 Acronymes

Acronymes	Signification
ACNG	Acteur de coopération non gouvernementale
ACSA	Agent Communautaire de Santé Animale
AE	Auxiliaire d'Elevage
ANFICT	Agence Nationale de Financement des Collectivités Territoriales
ANMS	Agence Nigérienne de la Mutualité Sociale
ANPE	Agence Nationale pour la Promotion de l'Emploi
APCA	Agence de Promotion de Conseil Agricole
AVAPR	Animatrice Villageoise en Aviculture et Petit Ruminant
AVINIGER	Entreprise avicole
BVCP	Filière bétail, viande, cuirs et peaux
CAPAN	Collectif des Associations Pastorales du Niger
CAPED	Cellule d'analyse et de Prospective en Développement
CC/SAP	Cellule de Coordination du Système d'Alerte Précoce
CCAFS	Research Program on Climate Change, Agriculture and Food Security
CCIN	Chambre de Commerce et de l'Industrie
CFM	Centre Formation Métiers
CGIAR	Groupe consultatif international pour la recherche agricole
CMPC	Comité Mixte Paritaire de Concertation
CSC	Cadre Stratégique Commun
CSub	Convention de Subside
D4D	Digital For Development
DG DEVCO INTPA	Directorat General DEVCO (actuellement INTPA, DG for International Partnerships)
DGD	Direction générale de la coopération au développement et de l'aide humanitaire
DGDPIA	Direction Générale des Productions et des Industries Animales
DREPT	Direction Régionale des Enseignements Professionnelle et Technique
EFPT	Enseignement et Formation Professionnelle et Technique
Enabel	Agence belge de Développement
EST	Expertise Sectorielle et Thématique
FAFPA	Fonds d'Appui à la Formation Professionnelle et à l'Apprentissage
FAFPCA	Fonds d'Appui à la Formation Professionnelle Continue et à l'Apprentissage
FISAN	Fonds d'investissement pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle
FRAME	Fragility Resilience Assessment Management Exercise
GEIC	Groupement des Entreprises intégrées et collaboratives

Acronymes	Signification
GIZ	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit GmbH
IMF	Institut de Micro-Finance
INDRAP	Institut National de Documentation, de Recherche et d'Animation Pédagogiques
INS	Institut national de la statistique
IO	Intervention Officer
IP	Inter Profession
IPIS	International Peace Information Service
IRC	Projet Interventions dans le Renforcement des Capacités
KFW	KFW Development Bank
M&E	Monitoring & Evaluation, Suivi et Evaluation
MCI/EJ	Ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Entrepreneuriat des Jeunes
MdM	Médecins du Monde
MEL	Ministère de l'Elevage
MEN	Ministère de l'Education Nationale
MEP/T	Ministère des Enseignements Professionnelle et Technique
MGF	Mutilations génitales féminines
MJ/S	Ministère de Jeunesse et des Sports
MM	Mortalité Maternelle
MOOC	Massive Open Online Course
MOU	Memorandum of Understanding
MPF/PE	Ministère de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant
MSP	Ministère de la santé publique
MSP/P/AS	Ministère de la Santé Publique, de la Population et des Affaires Sociales
MTR	Mid Term Review/Evaluation à mi-parcours
NTIC	Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication
ONEF	Observatoire National de l'Emploi et de la Formation
ONG	Organisation Non-Gouvernementale
ONGE	Observatoire National pour le Genre
OPEL	Organisation d'Eleveurs
P(IC)	Programme (Indicatif) de Coopération
PASS	Programme d'appui au Système de Santé
PCA	Paquet Complémentaire d'Activités
PDES	Plan de développement économique et social
PDR	Plan de Développement Régional
PIB	Produit Interne Brut
PM	Portfolio Manager

Acronymes	Signification
PMA	Paquet Minimum d'Activités
PME	Petites et Moyennes Entreprises
PNJ	Politique Nationale de la Jeunesse
PNPS	Politique Nationale de Protection Sociale
PRADEL	Programme d'appui au développement d'élevage
PRISMA	Projet de Recherche et Innovation pour des Systèmes agro-pastoraux en Afrique de l'Ouest
PSDC	Politique de Sécurité et Défense Commune
PTF	Partenaire technique et financier
PTSEF	Plan de Transition du Secteur de l'Education et de la Formation
RAF(I)	Responsable Administratif Financier (international)
RECA	Réseau national des Chambres d'Agriculture
REEL Mahita	Projet de Renforcement de l'Entreprenariat en Elevage
REPO	Résilience Pastorale à l'Ouest du Niger (projet)
RESAEN	Réseau des structures d'accompagnement à l'entreprenariat au Niger
RESEPI	Réseau d'Epidémio-surveillance
RR	Représentante Résidente
SAHFI	Sahélienne de Financement
SAJ	Service de l'Aide à la Jeunesse
SDDCI	Stratégie de Développement Durable et de Croissance Inclusive
SIFA	Sites Intégrés de Formation Agricole
SIT Sahel Lafia	Système d'information numérisé pour une transhumance apaisée au Sahel Central
SNCA	Système National de Conseil Agricole
SNP	Ministère des Enseignements Professionnels et Techniques
SOC	Services Officiels de Contrôle
SOSESTA	Soutien à la Sécurité et à la Stabilité au Niger
STD	Services Techniques Déconcentrés
SVPP	Services Vétérinaires Privés de Proximité
VCA	Valeur Cible Annuelle
VSF	Vétérinaires Sans Frontières

2 Aperçu de l'intervention

2.1 Fiche d'intervention

Pays	NIGER
NOM PROJET	Renforcement de l'Entrepreneuriat en Elevage -REEL Mahita
CODE PROJET	NER2200311
ZONE D'INTERVENTION	52 communes dans les régions de Dosso, Tahoua et de Tillabéry (Commune de Balleyara)
BUDGET	15 600 000 EUR, Belgique
INSTANCE PARTENAIRE	Ministère de l'Elevage (MEL)
DATE CONVENTION SPECIFIQUE	14 mars 2022
FIN DU PROJET	13 septembre 2026
EXPIRATION CS	13 mars 2027
DURÉE (MOIS)	60 mois
GROUPES CIBLES	<p>Pour OS1 et 3 :</p> <p>Les bénéficiaires directs sont les opérateurs socio-économiques au sein des chaînes de valeur ciblées et actifs dans la zone d'intervention.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Au moins 4250 promoteurs à petite et moyenne échelle dans le secteur de l'élevage et leurs organisations • Au moins 445 moyennes entreprises dont 425 avec 5 à 10 employés en moyenne et 20 avec plus de 10 employés. • Au moins 70% de ces bénéficiaires sont des femmes et des jeunes <p>Les bénéficiaires intermédiaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les fournisseurs de services publics et privés (services de santé animale, services de conseil agricole/élevage et en entrepreneuriat, les institutions financières rurales, les fournisseurs d'intrants et d'alimentation) • Le Ministère en charge de l'élevage, avec ses services déconcentrés, renforcé dans leur rôle régalién et normatif • Les collectivités territoriales, renforcé dans leur rôle de maîtrise d'ouvrage des infrastructures, la facilitation du développement économique local et le contrôle sur la qualité des services publiques. • Les Interprofessions (IP) : IP Lait, IP Aviculture et IP Bétail, Viande, Cuirs et Peaux et les Organisations d'éleveurs (OPELs), renforcé dans leur rôle de représentation et plaidoyer Les bénéficiaires finaux sont - La population du Niger en améliorant leur accès à des produits alimentaires de qualité <p>Pour l'OS2</p> <p>Les bénéficiaires directs sont les jeunes dans la zone d'intervention, qui sont ou ont été dans des parcours de formation-conseil dans les filières agrosylvopastorales.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Au moins 1250 jeunes ayant déjà suivi des formations conseil portant sur les filières agrosylvopastorales ; • Au moins 2 000 jeunes apprenants qui sont/seront dans des parcours de formation-conseil (de type formel et non formel) portant sur les filières agrosylvopastorales • Au moins 50% de ces bénéficiaires sont des jeunes femmes Une attention particulière sera également donnée à atteindre des jeunes en mobilité (retournés, déplacés internes, réfugiés), avec des expériences ou connaissances dans le domaine agropastoral

	<p>Les bénéficiaires intermédiaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les collectivités territoriales (CR et communes), renforcées dans leurs rôles de coordination et de facilitation du développement économique local ; • Les ministères en charge de l'EFPT et de l'emploi, avec leurs services déconcentrés et agences d'exécution (DREP/T, FAFPA, ANPE, ONEF, Centres de formation professionnelle), renforcés dans leurs rôles régaliens et normatifs ; • Les fournisseurs de services publics et privés (les incubateurs, les services de conseil agricole/élevage et en entrepreneuriat, les institutions financières rurales). 	
OG PROGRAMME	La population nigérienne parvient à la sécurité alimentaire, à une résilience renforcée et à une augmentation de ses revenus grâce au développement durable des chaînes de valeur dans l'agriculture et l'élevage, à l'entrepreneuriat et à la création d'emplois pour les jeunes.	
RESULTAT PROGRAMME = OG INTERVENTION	La population nigérienne parvient à la sécurité alimentaire, à une résilience renforcée et à une augmentation de ses revenus grâce au développement durable des chaînes de valeur dans l'agriculture et l'élevage, à l'entrepreneuriat et à la création d'emplois pour les jeunes	
OS / RESULTATS	OS	RESULTATS
	OS1 : Renforcer la création de la valeur et des emplois dans les chaînes de valeur ciblée par la professionnalisation et mise en relation des acteurs	R 1. La qualité et la couverture des services de santé animale aux producteurs sont améliorées
		R 2. La qualité et la couverture des services d'appui-conseil aux promoteurs au sein des chaînes de valeur sont améliorées
		R 3. L'accès au financement pour les promoteurs au sein des chaînes de valeur est amélioré
		R 4. L'accès au marché et à l'information pour les promoteurs au sein des chaînes de valeur est amélioré
	OS2 : Accompagner les jeunes dans un parcours d'insertion professionnelle et entrepreneuriale afin de saisir les opportunités d'emplois créés au sein des chaînes de valeur	R 5. Les acteurs impliqués dans les parcours de formation, d'insertion professionnelle et de l'entrepreneuriat des jeunes, sont renforcés
		R 6. L'offre de formation est saisie par les jeunes et intègre des stages en situation professionnelle
		R.7. L'accès des jeunes aux emplois salariés dans les métiers porteurs des filières agropastorales, est facilité
		R.8. Le parcours entrepreneurial ou d'insertion en auto-emploi des jeunes, est amélioré
	OS3 : Renforcer un environnement favorable au développement des systèmes alimentaires durables	R 9. Le cadre politique et normatif est amélioré
		R 10. Les capacités des acteurs publics dans leur rôle en lien avec le développement de systèmes alimentaires durables sont renforcées
		R 11. Les capacités organisationnelles des interprofessions et des organisations paysannes sont renforcées
		R 12. Les infrastructures structurantes pour le développement des systèmes alimentaires durables et les chaînes de valeur ciblée sont identifiées, réalisées et opérationnelles
R 13. Les connaissances et l'innovation pour développer des systèmes alimentaires durables sont renforcées		

2.2 Auto-évaluation de la performance

1.1.1 Pertinence

	Performance
Pertinence	A

Le Projet de Renforcement de l'Entreprenariat en Elevage (REEL Mahita) s'insère à la fois dans la stratégie belge de développement et dans les stratégies nationales du Niger, en premier lieu l'Initiative 3N pour la sécurité alimentaire et le développement agricole durable. Le projet est également en conformité avec les stratégies sectorielles à travers l'alignement sur la Stratégie de Développement Durable de l'Elevage (SDDEL) et la Stratégie Nationale de Promotion de l'entreprenariat des jeunes. Dans son mode opératoire, le projet s'aligne avec les mécanismes et outils nationaux (FISAN, FAFPA, ANFICT, ANPE, etc.) et donne la pleine responsabilité des structures nationales.

Ainsi il est un projet très pertinent du point de vue des politiques nationales, des besoins des groupes cibles ainsi que de par son objectif qui vise une meilleure sécurité alimentaire, la résilience et l'augmentation des revenus des populations nigériennes frappées par l'insécurité grandissante, les aléas climatiques et les conséquences des crises nationales, régionales et mondiales.

1.1.2 Efficacité

	Performance
Efficacité	B

L'année 2022 a été consacrée au démarrage et les activités de démarrage ont été bien réalisées. L'on ne note pas d'écart significatif dans la réalisation du plan de démarrage. En plus, les grands dossiers ont pu bien avancer (conventions de subside signées avec le FISAN, VSF-Belgique, RECA ; demande de propositions d'actions envoyées en vue des conventions de subside ANFICT, FAFPA, ANPE, etc.). A l'étape actuelle, bien que les défis restent importants, la mise en place des préalables à la réalisation de l'outcome, satisfait bien les attentes en termes de qualité, de couverture et de timing.

1.1.3 Efficience

	Performance
Efficience	B

Durant cette période de démarrage, il est à remarquer que les inputs ont été disponibles dans les délais. Aussi, en dépit de quelques décalages d'activités, la plupart des activités sont dans les délais et dans les limites budgétaires ; les activités décalées n'ont pas eu d'incidence sur la fourniture des outputs. A moyen et long terme, les outputs sont et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps, mais une certaine marge d'amélioration est possible en termes de qualité, de couverture et de timing.

1.1.4 Durabilité potentielle

	Performance
Durabilité potentielle	B

La durabilité potentielle est bonne. Le Comité de Pilotage est bien impliqué dans le processus décisionnel concernant le projet ; de même que les comités techniques (cotech) favorisent l'implication d'autres structures dans ce processus décisionnel. Par ailleurs, il y a une forte implication, voire une responsabilisation, d'autres structures locales pertinentes dans la mise en œuvre. Les conseils régionaux par exemple sont maîtres d'ouvrage du processus de formation et d'insertion des jeunes. Aussi, les stratégies opérationnelles de l'intervention sont très participatives : les infrastructures structurantes par exemple sont identifiées de façon très participative allant de l'échelle communale au niveau régional avec l'ensemble des acteurs pertinents. Les leçons tirées du PRADEL et des autres projets sont capitalisées dans les démarches du projet. En conclusion, la probabilité d'atteindre la durabilité est bonne, mais une certaine marge d'amélioration est possible.

1.1.5 Conclusions

L'année 2022 a été une année de démarrage pour REEL Mahita, les indicateurs d'outcome, voire des outputs, n'ont donc pas connu de progrès particulier. Le caractère très inclusif et participatif des processus de sélection du portefeuille des promoteurs (Objectif spécifique 1) et des cohortes des jeunes (Objectif Spécifique 2), la lenteur du processus de co-construction des propositions d'actions dans le cadre des subsides, la recherche de la meilleure approche en matière d'insertion des jeunes, la lenteur au niveau de certains partenaires de mise en oeuvre sont autant de facteurs qui n'ont pas permis une avancée aussi rapide sur certaines actions. Toutefois, des réalisations importantes ont été faites et positionnent le projet sur la bonne voie vers des progrès futurs. On peut noter entre autres :

- **Démarrage réussi du projet** : recrutement des RH à 100%, signature de la lettre d'entente, clarification de la théorie de changement, élaboration d'un plan d'action pluriannuel, élaboration de la baseline et du rapport de démarrage, tenue du comité de pilotage de démarrage, etc.
- **Préparation et signature de trois conventions de subsides** (subsides FISAN, VSF-B et RECA) et lancement d'autres subsides (envoi lettres de demande de propositions d'actions à l'ANFICT, FAFPA et ANPE).
- **Un début de mise en oeuvre d'activités** :
 - **Pour l'OS1** : (i) appel à projets lancé pour la sélection de 285 promoteurs; (ii) le réseau de surveillance épidémiologique (RESEPI) doté en équipements de prélèvement ; (iii) 699 personnes sensibilisées sur l'insémination artificielle ; (iv) 70 tonnes d'aliments bétail fournis dans le cadre la contribution belge au plan d'urgence ; (v) un manuel de financement élaboré ; (vi) un document de cadrage du dispositif de conseil élaboré ; (vii) une assistance perlée aux Unités Transformation du Lait (UTL) recrutée et déployée et un diagnostic des UTL partenaires réalisé;(viii) Un voyage d'études au Sénégal sur la filière lait au profit de l'IP Lait, de la Concessionnaire de la Laiterie de Gaya et du Ministère organisé ; (ix) plusieurs accords opérationnels préparés (LABOCEL, DGSV, DGDPPIA etc.
 - **Pour l'OS2** : (i) 2 plans d'actions triennaux des conseils régionaux pour la formation professionnelle et l'insertion des jeunes élaborés, (ii) une cohorte de 200 jeunes sélectionnée, (iii) deux répertoires régionaux de métiers porteurs dans l'élevage élaborés ; (iv) des évaluations organisationnelles du FAFPA et de l'ANPE réalisées ; des drafts de propositions d'action reçues de l'ANPE et du FAFPA ; (iv) 199 structures identifiées avec une capacité d'accueil de 1 254 stagiaires et 556 comme nouveaux besoins d'emplois (main d'oeuvre), etc.
 - **Pour l'OS3** : (i) 2 stratégies de gestion (centres de collecte de lait et infrastructures d'abattage élaborées ; (ii) la revue annuelle conjointe 2021 du Ministère réalisée; 6 textes réglementaires (décrets et arrêtés) à élaborer identifiés; (iii) 1 rencontre tenue avec les directions du ministère

de l'élevage pour identifier les besoins en renforcement des capacités; (iv) 2 ateliers régionaux tenus pour identifier les besoins en renforcement des capacités des collectivités territoriales assorti de deux plans d'actions. (v) des initiatives de plaidoyer des OPELS/IP accompagnées et un draft de plan d'actions de plaidoyer élaboré ; (v) l'analyse organisationnelle de l'ANFICT réalisée, une demande de proposition envoyée et un draft de proposition reçue de l'ANFICT ; (vi) 11 infrastructures structurantes à réaliser identifiées etc.

Cette première année, marquée par un démarrage réussi et un début de mise en œuvre des activités clés, a permis de mieux cerner les défis importants à prendre en compte dans la suite de la mise en œuvre du projet. Il s'agit notamment, dans une approche multi-acteurs d'assurer la durabilité, la qualité et la célérité à la fois des actions de financement des acteurs et l'insertion des jeunes sur des emplois décents.

Intervention Manager Enabel
<i>Kader NIAONE</i>

3 Suivi des résultats¹

3.1 Evolution du contexte

3.1.1 Contexte général et institutionnel

Le contexte général de l'année 2022 ne connaît pas d'évolution notable par rapport à l'année de formulation du projet (2021) qui avait influencé la mise en œuvre de l'intervention. L'insécurité est restée prégnante dans certaines parties de la zone d'intervention et la grippe aviaire a été déclarée dans plusieurs foyers.

On retiendra toutefois quelques faits nouveaux qui pourront influencer le projet dans les années à venir :

Dans le dernier trimestre 2022 à la faveur de la loi des finances 2023, plusieurs mesures incitatives nouvelles ont été prises par le Gouvernement, notamment :

- Amnistie fiscale de 2 ans pour toute entreprise nouvellement enregistrée ;
- Exonération des droits de douane pour tout matériel agricole importé ;
- Exonération dans le secteur industriel pour encourager la création et la mise en place d'industrie, surtout dans le contexte concurrentiel de la ZLECAF ;
- Allègement des charges fiscales, en contrepartie de recrutement des jeunes, principalement ceux pour qui ce sera leur première expérience professionnelle, et cela pour encourager la création d'emploi et surtout la création des premiers emplois.

Ces mesures ont pour objet entre autres de stimuler le développement des activités socio-économiques mais aussi de favoriser la création d'emplois décents et durables.

Par ailleurs, au cours de l'année 2022, le ministère de l'Industrie et de l'entrepreneuriat des jeunes a pris un arrêté portant nomination des Directeurs régionaux au niveau de Dosso et Tahoua. Les directions régionales dudit Ministère n'ont pas été encore installées dans les régions. Toutefois, l'intervention dispose de répondants au niveau de ce Ministère qui contribuent dans la réalisation des activités tant au niveau stratégique qu'au niveau opérationnel, notamment du parcours entrepreneurial des jeunes dans le cadre de l'OS 2.

3.1.2 Contexte de gestion

3.1.2.1 Modalités de partenariat

Dans le cadre de la mise en œuvre des activités, des accords ont été conclus dans le délai prévu au cours de l'année 2022 :

¹ « Résultats » réfère aux résultats de développement. L'impact se réfère à l'objectif général ; l'outcome se réfère à l'objectif spécifique ; l'output se réfère au résultat escompté ; les outcomes intermédiaires se réfèrent aux changements générés suite à l'atteinte des outputs et permettant l'avancée vers l'outcome de l'intervention, à un plus haut niveau.

En matière de subside :

- 3 conventions de subside ont été signées (FISAN, VSF-B et RECA). La mise en œuvre de ces conventions permettra une progression dans les années à venir vers les résultats attendus ;
- 3 conventions de subside ont été préparées (réalisation des évaluations organisationnelles, élaboration et envoi des lignes directrices aux partenaires pour demande de propositions d'actions): ANFICT, FAFPA et ANPE. La finalisation de ces conventions en début 2023 permettra de progresser vers la mise en œuvre des activités.

En matière de marchés publics

- Un marché "équipement du LABOCEL" a été exécuté, et a permis la dotation du LABOCEL en équipements de prélèvement d'échantillons ;
- Un marché a été conclu et exécuté par le Cabinet AIFE et a permis l'élaboration des Plans d'Actions Stratégiques Triennaux des Conseils Régionaux (Dosso et Tahoua) dans le cadre de la mise en œuvre des actions du résultat "R5 renforcement des structures impliqués dans le parcours d'insertion professionnelle et entrepreneurial"
- Un marché exécuté par le Cabinet Madasal Consulting a permis l'élaboration de deux répertoire des métiers porteurs et d'opportunités d'emplois (Dosso et Tahoua)
- 2 marchés exécutés avec des consultants individuels ont abouti à l'élaboration de deux stratégies de gestion des centres de collecte de lait et des abattoirs et infrastructures d'abattage.

En matière d'accords opérationnels :

- Des discussions ont permis de disposer d'orientation consensuelle sur les termes de référence en vue des documents d'accords opérationnels avec 4 structures : (i) LABOCEL (pour le renforcement des capacités de suivi des zoonoses), (ii) DGSV (autour de la surveillance épidémiologique et le renforcement des services officiels de contrôle) ; (iii) DGDPPA (renforcement de l'insémination artificielle) et (iv) l'Interprofession Lait du Niger (renforcement de la gouvernance et du plaidoyer).

3.1.2.2 Modalités opérationnelles

Pour la mise en œuvre du projet une lettre d'entente a été élaborée et signée entre Enabel et le Ministère de l'Elevage. Un projet de règlement d'ordre intérieur du comité de pilotage (COPIL) a également été élaboré et validé par le comité de pilotage. Un Point Focal du Ministère de l'Elevage au sein du projet a été désigné en début d'année 2023 par les deux parties. Ce Point Focal travaillera à temps plein au sein du projet et contribuera à l'appropriation du projet par les structures nationales. Ce Point Focal, même s'il ne dispose pas de pouvoir de signature comme de par les projets antérieurs en cogestion, reste fortement impliqué dans la mise en œuvre et la gestion du projet avec l'intervention manager (approbation des TdR et rapports, etc.). L'année 2023 permettra de mieux apprécier cette modalité opérationnelle.

3.2 Performance de l'outcome



3.2.1 Progrès des indicateurs

Indicateurs/marqueurs de progrès	Valeur de base	Valeur année précédente	Valeur année rapportage	Cible année rapport	Cible finale
OS1 : Renforcer la création de la valeur et des emplois dans les chaînes de valeur ciblées par la professionnalisation et mise en relation des acteurs					
Valeur totale créée dans les unités appuyées (x1000€)	13885	NA	NA	16074	35776
Volume (T) de production de viande dans les unités appuyées	616	NA	NA	733	1200
Volume (T) de production du lait dans les unités appuyées	318	NA	NA	1502	6238
Volume (unité x1000) de production d'œufs dans les unités appuyés	1049	NA	NA	2100	9360
Volume (T) de viande transformée dans les unités de transformation encadrées	1285	NA	NA	1539	2500
Volume (T) de lait transformé dans les unités de transformation	319	NA	NA	841	2929
Taux d'accroissement moyen de la marge nette des transformateurs accompagnés	11%	NA	NA	11%	25%
Taux d'accroissement moyen de la marge nette des petits commerçants accompagnés (par type/maillon et par sexe et âge)	25%	NA	NA	25%	35%
Taux d'accroissement moyen de la marge nette des petits producteurs accompagnés	7%	NA	NA	8%	12%
Nombre d'emplois (FTE) créés et/ou consolidés par les promoteurs accompagnés (cfr ODD 8.5.2)	3743	NA	NA	4143	7000
OUTCOME 2 : Des jeunes femmes et des jeunes hommes sont accompagnés vers l'insertion professionnelle					
Nombre de jeunes insérés durablement sur le marché d'emploi comme salarié, auto-employé ou entrepreneur	0	NA	0	0	1250
% des jeunes accompagnés bénéficiant de services de	0%	Na	0%	16%	100%

Indicateurs/marqueurs de progrès	Valeur de base	Valeur année précédente	Valeur année rapportage	Cible année rapport	Cible finale
conseils et/ou de finance de l'OS1					
OUTCOME 3 : Renforcer un environnement favorable au développement des systèmes alimentaires durables					
Taux de satisfaction des acteurs sur l'amélioration de l'environnement des filières animales	AD	NA	AD	AD	50%

NB : Les cibles année rapport avaient été fixées pour une période qui allait jusqu'en septembre 2023 finalement ramenée à mars 2023. Aussi, puisqu'il n'y a pas eu d'avancée notable et mesurable pendant cette phase de démarrage, la mention NA (non applicable) a été portée dans la colonne valeur année de rapportage afin d'éviter toute confusion.

3.2.2 Analyse des progrès réalisés

Pour cette première année, consacrée surtout au démarrage, les indicateurs d'outcome (objectifs spécifiques) ne connaissent pas d'évolution. Par ailleurs, il apparaît que les valeurs cibles de l'année 1 ne sont pas réalistes. Ces valeurs avaient été fixées dans la baseline dont l'adoption est intervenue à un moment où la période de rapportage évoquée allait jusqu'en septembre 2023. Cette période ayant été revue par Enabel, la baseline doit donc être revue en conséquence.

Même si les indicateurs n'ont pas bougé, des réalisations ont été effectuées et contribuent à des progrès vers les outputs (résultats). Les plus importantes sont entre autres :

A propos de l'Outcome 1 : Renforcer la création de la valeur et des emplois dans les chaînes de valeur ciblées par la professionnalisation et mise en relation des acteurs.

Un appel à projets a été lancé en 2022, une présélection des promoteurs réalisée dans tous les départements mais les promoteurs ne seront définitivement sélectionnés qu'en fin mars 2023. On ne peut donc pas mesurer le niveau d'atteinte des différents indicateurs de cet outcome. Toutefois, les activités réalisées (voir outputs) permettent d'avoir un bon cadrage de cet objectif pour son envol en 2023.

A propos de l'Outcome 2 : Des jeunes femmes et des jeunes hommes sont accompagnés vers l'insertion professionnelle

A l'instar de l'outcome 1, les indicateurs de cet outcome 2 ne connaissent pas non plus de progrès pour cette année de démarrage. Toutefois, le processus devant conduire à l'atteinte de l'outcome est bien amorcé (voir analyse outputs).

Il convient de noter qu'il avait été prévu d'accompagner au moins 16% des jeunes dès la première année mais cela n'a pas démarré du fait de la non effectivité du démarrage de certaines activités comme la formation des jeunes, les services de conseils et/ou de financement (la convention avec FISAN ayant été signée en novembre et le recrutement des prestataires d'appui conseil étant encore en cours ; les conventions de subside avec le FAFPA et l'ANPE sont également toujours en cours de proposition).

A propos de l'Outcome 3 : Développer un environnement favorable aux systèmes alimentaires durables

L'indicateur de cet outcome n'a pas connu de progrès durant cette année de démarrage. Les activités sont néanmoins bien amorcées (voir analyse outputs).

3.3 Performance de l'output 1



3.3.1 Progrès des indicateurs

Output 1 : La qualité et la couverture des services de santé animale (publics et privés) sont renforcées					
Indicateurs	Valeur de base	Valeur année précédente	Valeur année rapportage	Cible année rapport	Cible finale
Taux de satisfaction des utilisateurs des services de santé animale du SVPP	86.04%	N/A	86	AD	90%
Taux de fonctionnalité des AE (ACSA) des AVAPR des SVPP appuyés	80,34%	N/A	80,34%	80,34 %	90%
% des producteurs qui adoptent les bonnes pratiques en santé animale et production animale suite à l'encadrement de proximité	ND	N/A	ND	ND	ND
Nombre d'agents du dispositif SOC et RESEPI formés, équipés et opérationnels	0	N/A	0	0	48

3.3.2 État d'avancement des principales activités

Principales activités	État d'avancement			
	En avance	Dans les délais	Retardées	En sérieux retard
1. Elaboration et signature de la convention de subside avec VSF/B		X		
2. Mettre en œuvre la convention de subside		X		
3. Elaborer les TdR des formations et caractéristiques des équipements à acquérir		X		
4. NER22003-10009- Acquérir et doter en équipements les agents du réseau de surveillance épidémiologique et du LABOCEL		X		

Principales activités	État d'avancement			
	En avance	Dans les délais	Retardées	En sérieux retard
5. Elaborer protocole/TdR d'appui au LABOCEL		X		
6. NER 22003-10009- Acquérir et doter l'antenne LABOCEL de Tahoua et de Niamey d'équipements pour le prélèvement et d'analyse des échantillons/zoonoses		X		
7. Réaliser un état de lieu du dispositif SOC		X		
8. Elaborer un plan d'action d'opérationnalisation du dispositif SOC dans les régions de Dosso et de Tahoua+Balleyara		X		

3.3.3 Analyse des progrès réalisés

Le niveau de performance des indicateurs de l'Output 1 est pratiquement nul. Toutefois certaines activités devant concourir à l'obtention de ces données ont été réalisées. Il s'agit de :

- Convention de subside avec VSF/B élaborée et signée ;
- Le réseau de surveillance épidémiologique (RESPI) a été doté d'un lot de matériels de prélèvement d'échantillons ;
- Un marché pour l'équipement des agents du réseau de surveillance épidémiologique (RESEPI) et du LABOCEL attribué ;
- Un accord opérationnel avec le LABOCEL élaboré ;
- Deux drafts d'accords opérationnels élaborés (la DGSV et la DGDPPIA) ;
- Un diagnostic du dispositif des services officiels de contrôle réalisé
- Un marché pour l'équipement du réseau des services officiels de contrôle attribué.

3.4 Performance de l'output 2



3.4.1 Progrès des indicateurs

Output 2 : La qualité et la couverture des services d'appui-conseil aux promoteurs au sein des chaînes de valeur sont améliorées					
Indicateurs	Valeur de base	Valeur année précédente	Valeur année rapportage	Cible année rapport	Cible finale
Nombre de promoteurs encadrés par le projet	1427	N/A	41 ²	0	5000
Nombre d'éleveurs/producteurs qui utilisent le e-conseil	AD	N/A	0	0	AD

² 33 promoteurs de projets pilotes modèles + 8 unités de transformation laitière
NER22003-11- Rapport des résultats 2022 – Renforcement de l'Entreprenariat en Elevage – REEL Mahita

Output 2 : La qualité et la couverture des services d'appui-conseil aux promoteurs au sein des chaînes de valeur sont améliorées					
Indicateurs	Valeur de base	Valeur année précédente	Valeur année rapportage	Cible année rapport	Cible finale
Nombre de vaches inséminés avec l'appui du projet	0	N/A	0	500	1500
Taux de réussite des vaches inséminées	47%	N/A	47%	AD	AD

3.4.2 État d'avancement des principales activités

Les principales activités sont :	État d'avancement des principales activités			
	En avance	Dans les délais	Retardées	En sérieux retard
1. Elaborer une note de cadrage du dispositif d'appui/conseil		X		
2. Elaborer les TdR et le dossier de marché pour le recrutement des operateurs		X		
3. NER22003-10044- Assistance perlée aux Unités Transformation du Lait		X		
4. Réaliser l'évaluation organisationnelle et institutionnelle du RECA		X		
5. Elaborer et signer une convention de subside avec le RECA		X		
6. Elaborer un protocole de collaboration avec DGDP/P/IA (la direction de l'amélioration génétique)		X		
7. Organiser un atelier de partage et de diffusion de la stratégie nationale d'insémination artificielle			X	
8. Organiser des campagnes d'insémination artificielle		X		
9. Assurer le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre du protocole		X		
10. Elaborer un protocole de collaboration pour l'appui de renforcement d'APCA			X	

3.4.3 Analyse des progrès réalisés

Le niveau de performance des indicateurs de l'Output 2 est relativement nul. Mais les produits intermédiaires suivants ont été réalisés et montrent des progrès vers l'atteinte de l'output :

Appui conseil :

- Un document de cadrage du dispositif d'appui conseil a été élaboré ;
- Des termes de références ont été élaborés pour le marché de recrutement des opérateurs d'appui conseil ;
- Une assistance perlée à 8 Unités de Transformation du Lait (UTL) a été recrutée et un diagnostic des UTL partenaires réalisé avec un plan d'actions de mise en norme élaboré.

- 33 promoteurs (dont 10 femmes) des projets pilotes modèles ont été formés aux outils FUNDES (gestion d'entreprise).

E-conseil :

- L'évaluation organisationnelle du RECA a été réalisée ;
- Une convention de subside a été élaborée et signée avec le RECA ;
- Un diagnostic des besoins en informations et du centre d'appel en élevage lancé par le RECA, le rapport en cours d'élaboration.

Insémination artificielle :

- Une campagne d'information et de sensibilisation sur l'insémination artificielle réalisée par la DGDPPPIA avec 699 personnes touchées dont 157 femmes
- Accord opérationnel avec la DGDPPPIA et été élaboré est en cours de finalisation. L'accord prévoit la mise en place de structures locales pilotes d'insémination artificielle plus proches des éleveurs dans la zone d'intervention du projet au détriment de l'approche actuelle pilotée par le niveau central ;

Les activités suivantes ont été initiées mais décalées :

- Atelier de partage et de diffusion de la stratégie nationale d'insémination artificielle ;
- Accord opérationnel avec l'APCA : la proposition est en cours d'élaboration par APCA.

3.5 Performance de l'output 3



3.5.1 Progrès des indicateurs

Output 3 : L'accès au financement pour les promoteurs au sein des chaînes de valeur est amélioré					
Indicateurs	Valeur de base	Valeur année précédente	Valeur année rapportage	Cible année rapport	Cible finale
Nombre de promoteurs ayant bénéficiés de financement du projet	0	N/A	0	200	1000

3.5.2 État d'avancement des principales activités

Les principales activités sont :	État d'avancement des principales activités			
	En avanc e	Dans les délais	Retardé es	En sérieux retard
1. Elaborer le mécanisme et dispositif /manuel de financement sur la base des expériences		X		
2. NER22003-10002- Réaliser l'évaluation organisationnelle et institutionnelle du FISAN		X		
3. Elaborer les lignes directrices de la demande de proposition		X		
4. Recevoir et évaluer la proposition du FISAN		X		
5. Elaborer et signer une convention de subside avec FISAN		X		
6. Elaborer un document de cadrage /lignes directrice de la sélection des promoteurs		X		
7. Organiser la sélection du portefeuille des promoteurs à financer pour l'année 2022		X		
8. CSUB NER222003-10006- Mettre à disposition les fonds de subvention pour le financement des professionnels sélectionnés		X		
9. Elaborer les TdR et le dossier de marché pour le recrutement du prestataire chargé d'accompagner les IMF		X		
10. Identifier et valider avec FISAN deux (2) initiatives de financement alternatif à promouvoir		X		
11. Elaborer une feuille de route d'appui à la promotion d'un financement alternatif		X		

3.5.3 Analyse des progrès réalisés

Les indicateurs d'output n'ont pas progressé mais les activités prévues connaissent un bon niveau d'avancement. Le mécanisme de financement est en place avec la signature de la convention de subside avec le FISAN et le déblocage de la première tranche.

Par ailleurs, le portefeuille des promoteurs à accompagner est en voie d'être mis en place avec le lancement de l'appel à projets et le travail de présélection déjà effectué au niveau de tous les départements. Le travail de présélection s'est fait au niveau départemental sous la présidence de la Préfecture et l'implication effective des différents acteurs (services de l'élevage, promotion de la femme, chambre d'agriculture, etc.). Le travail de présélection a été ensuite soumis à la validation du comité technique régional de sélection. A ce niveau régional, c'est le Secrétaire général Adjoint du Gouvernorat qui préside la commission composée de plusieurs structures (FISAN, maison de l'entreprise, RECA, promotion de la femme, entrepreneuriat des jeunes, etc.).

Les produits intermédiaires suivants ont été réalisés :

Financement des promoteurs :

- Un manuel de financement des promoteurs de REEL Mahita prenant en compte les expériences du PRADEL élaboré ;
- L'analyse organisationnelle du FISAN réalisée ;
- Une convention de subside élaborée et signée avec le FISAN pour un montant de 3 millions d'euros pour le financement des promoteurs suivant le mécanisme de subvention adossée au crédit ;
- Un premier décaissement de 745 112 EUR (488 761 432 FCFA) fait au profit du FISAN.

Sélection du portefeuille des promoteurs :

- Un appel à projet lancé pour la sélection des promoteurs ;
- La présélection des promoteurs effectuée au niveau de tous les départements ;
- La sélection finale des promoteurs par les comités régionaux est en cours.

Les principales difficultés notées sont :

- L'insécurité fait que les visites terrain au niveau de certains candidats n'ont pu être effectuées pour vérifier la réalité du terrain avec le contenu des dossiers ;
- Beaucoup de dossiers reçus relèvent encore des activités de type « subsistance » et ne correspondent pas aux exigences du projet.
- Faible qualité de plusieurs dossiers reçus (manque de pièces, contenu mal renseigné, etc.).

3.6 Performance de l'output 4



3.6.1 Progrès des indicateurs

Output 4 : L'accès au marché et à l'information pour les opérateurs des chaînes de valeur est amélioré					
Indicateurs	Valeur de base	Valeur année précédente	Valeur année rapportage	Cible année rapport	Cible finale
Nombre de contrats d'affaire noués entre les acteurs CV	25	N/A	0	35	75
Volume (lts) de lait local (provenant des petits producteurs) traité par jour par la laiterie de Gaya (en moyenne dans l'année)	0	N/A	0	500	1600
Nombre d'acteurs qui ont eu de certifications ANMC pour leurs produits	0	N/A	0	0	4

3.6.2 État d'avancement des principales activités

Les activités sont :	État d'avancement des principales activités			
	En avance	Dans les délais	Retardées	En sérieux retard
1. Faire l'état de lieux du niveau de gouvernance et de structuration des GEICs existants		X		
2. Elaborer et valider les plans d'actions (renforcement de capacités + développement des relations d'affaires)		X		
3. Appuyer la mise en œuvre des actions de renforcement de capacités (formations, voyages d'études, participation aux foires, réunions, etc.)		X		
4. Faciliter le développement des relations d'affaires		X		
5. Appuyer l'identification des projets collaboratifs		X		
6. Organiser des ateliers de validation des projets collaboratifs prioritaires des GEICs pour l'année 2022 (au moins 1 projet/GIEC)		X		
7. NER22003-100013- Réaliser des études de faisabilité des projets collaboratifs des GEIC		X		
8. Marché Aliments bétail- contribution belge au plan de contingence		X		
9. Faciliter l'élaboration et la signature de la convention de concession avec l'opérateur		X		
10. Appuyer la mise en route du processus d'exploitation de la laiterie par le concessionnaire		X		
11. Faciliter l'élaboration et la validation d'un plan d'accompagnement du concessionnaire		X		
12. Faciliter la mise en place du comité de suivi/contrôle de la convention de concession		X		

3.6.3 Analyse des progrès réalisés

Cet output est fortement lié à l'existence du portefeuille de promoteurs ; leur sélection étant en cours, les indicateurs d'output ne connaissent pas d'évolution.

Les produits intermédiaires suivants ont été réalisés et permettront de poursuivre dans une bonne dynamique d'atteinte de l'output :

Dynamique des Groupements d'Entreprises Collaboratives et Intégrées - GEIC

- 5 ateliers-bilans ont été déroulés. Cela a permis de faire le bilan de fonctionnement des GEICs et d'élaborer des plans d'action et d'identifier les projets collaboratifs élaborés de façon participative ;
- Business forum UE : 3 promoteurs (Laiterie Nono sahel, Entreprise Poulet du pays et le promoteur individuel M.Rabiou) ont été accompagnés à participer au business forum Niger-Union Européenne permettant ainsi à ces promoteurs de se faire connaître, de valoriser leurs produits et de réseauter avec des partenaires potentiels.

Laiterie de Gaya

- Une convention de concession signée entre l'Etat du Niger et l'Entreprise Niger Lait, concessionnaire de la laiterie de Gaya ;
- Un voyage d'étude au Sénégal sur la filière lait réalisée au profit de la concessionnaire, du Ministère de l'Elevage, de l'Interprofession Lait du Niger ; lequel voyage d'étude a permis : (i) de s'inspirer du modèle de la laiterie du Berger du Sénégal pour la suite de l'accompagnement de la laiterie de Gaya ; (ii) de nouer des contacts en voie d'aboutir à un financement de Niger Lait par la Fondation Master Card.
- Une campagne d'information, sensibilisation et de dialogue sur l'approvisionnement régulier de la laiterie et de sa viabilité à moyen et long terme préparée.

Autres

- 50 tonnes d'aliments bétail fournis comme contribution belge au plan d'urgence du Gouvernement.

Les principales difficultés rencontrées concernent :

- La timide adhésion des éleveuses à la fourniture du lait à la laiterie de Gaya du fait de plusieurs problèmes dont le faible niveau du prix d'achat du lait au producteur (250 FCFA/litre au producteur) ;
- Le caractère innovant et structurant de plusieurs projets collaboratifs des GEIC identifiés n'est pas encore assuré.

3.7 Performance de l'output 5



3.7.1 Progrès des indicateurs

OUTPUT 5 : Les acteurs impliqués dans les parcours de formation, d'insertion professionnelle et de l'entrepreneuriat des jeunes, sont renforcés					
Indicateurs	Valeur de base	Valeur année précédente	Valeur année rapportage	Cible année rapport	Cible finale
Taux d'exécution des plans d'action élaborés par les conseils régionaux dans le cadre de la formation professionnelle	0	NA	0	AD	AD
Nombre des centres de formation professionnelle appuyés (CET, CFPT, CFM, SAA, SIFA, 7 par région)	0	NA	0	14	14

3.7.2 État d'avancement des principales activités

Principales activités	État d'avancement des activités			
	En avance	Dans les délais	Retardées	En sérieux retard
1. Renforcer les CR pour coordonner le parcours d'insertion des jeunes		X		

Principales activités	État d'avancement des activités			
	En avance	Dans les délais	Retardées	En sérieux retard
2. Renforcer les centres de formation professionnelle en matière de filières et métiers d'élevage		X		
3. Appuyer le développement d'une offre de formation de qualité orientée vers les « métiers » dans le domaine de l'élevage au niveau national		X		

3.7.3 Analyse des progrès réalisés

Aucun progrès dans les indicateurs de cet output cette année 2022. Toutefois, les activités réalisées ont permis d'atteindre les produits/livrables suivants :

- Deux (2) Plans d'Actions Stratégiques Triennaux (PAST) pour le pilotage du programme de formation professionnelle et entrepreneuriale et de l'insertion des jeunes par le Conseil Régional élaborés et validés ;
- Deux (2) comités techniques de suivi des PAST mis en place ;
- Deux (2) répertoires de métiers porteurs et d'opportunités économiques dans le domaine de l'élevage ont été élaborés et validés avec le concours des acteurs des ministères et des services techniques au niveau régional à Dosso et à Tahoua et au niveau national. La connaissance de ces métiers porteurs par les bénéficiaires pourra les guider dans leur orientation professionnelle et faciliter leur insertion sur le marché d'emplois.

Les activités ont permis aussi aux conseils régionaux (CR) des deux régions de renforcer leurs capacités en termes d'appropriation des rôles et responsabilités dans la mise en œuvre du PAST notamment en matière du plaidoyer et de mobilisation de ressources, la gestion de risques stratégiques et opérationnels, la gestion des interventions, le suivi des indicateurs etc. On note aussi une bonne collaboration et un engagement fort des CR mais également des acteurs impliqués dans le parcours d'insertion à atteindre les résultats et objectifs fixés dans le cadre de l'OS2.

L'intervention a aussi prévu d'appuyer 14 centres de formation directement sur la base d'une étude diagnostique qui sera réalisée. Cependant, un léger décalage est constaté pour le renforcement de ces centres qui est dû à un changement du mode opératoire. REEL Mahita confie l'activité d'identification et sélection de ces centres au FAFPA en partenariat avec les acteurs clés comme la DREPT et le CR à travers une convention de subside. La liste des centres sera disponible après signature de la convention avec le FAFPA.

3.8 Performance de l'output 6



3.8.1 Progrès des indicateurs

OUTPUT 6 : L'offre de formation est mobilisée par les jeunes et intègre des stages en situation professionnelle					
Indicateurs	Valeur de base	Valeur année précédente	Valeur année rapportage	Cible année rapport	Cible finale
Nombre de stagiaires encadrés par des structures privées, en incluant des parties prenantes de l'OS1	0	NA	0	30	750
Nombre d'apprenants bénéficiant du RC des formateurs et gestionnaires des centres	0	NA	0	200	2000

3.8.2 État d'avancement des principales activités

Les principales activités sont :	État d'avancement des <u>principales</u> activités			
	En avance	Dans les délais	Retardées	En sérieux retard
Assurer le financement des formations des jeunes sélectionnés		X		
Appuyer les stages des apprenants		X		

3.8.3 Analyse des progrès réalisés

L'initiative d'une phase pilote de formation des jeunes en 2022 qui devait s'exécuter hors convention subside du FAFPA a été finalement annulée pour plusieurs raisons dont :

- Cout élevé de la formation par des consultants recrutés par l'unité de gestion comparativement à celui de la phase de mise à l'échelle avec le FAFPA ;
- Délais de réalisation de l'activité très court.

Néanmoins quelques résultats intermédiaires ont été déjà réalisés pour cet output dont entre autres :

- Le processus de préparation de la convention de subside avec le FAFPA est avancé : l'évaluation organisationnelle du FAFPA réalisée, une demande de proposition envoyée au FAFPA, un dossier de proposition technique et financière du FAFPA reçue et en cours d'amélioration.

- 200 jeunes bénéficiaires identifiés et à intégrer dans la première cohorte du FAFPA et de l'ANPE.
- Le recrutement d'une cohorte de 667 jeunes lancé ; des missions d'information/sensibilisations réalisées ; les dossiers de candidatures réceptionnés et évalués par les commissions régionales sous maîtrise d'ouvrage des conseils régionaux ; des entretiens de motivation et visite terrain en cours ;
- Les structures d'accueil de stage des jeunes sortants de centres de formation prospectées et identifiées : 199 structures identifiées avec une capacité d'accueil de 1254 stagiaires et 556 comme nouveaux besoins d'emplois (main d'œuvre). L'identification et la prospection des structures d'accueil a permis de connaître leurs besoins en main d'œuvre (emplois salariés) et leur capacité d'accueil en amont de la formation aux métiers et de placement en stage des jeunes. Cette activité devrait permettre de faciliter le placement des jeunes sortants des centres vers les structures d'accueil. Les résultats de ces activités serviront de viviers d'entreprises également à l'OS1 que ce soit dans le cadre des GEICs ou dans le cadre des entreprises à financées.

La forte implication des acteurs régionaux autour du conseil régional est un facteur positif qui contribue à la bonne mise en œuvre des activités qui capitalise les expériences dans le domaine et facilite une bonne appropriation du projet par ces acteurs.

3.9 Performance de l'output 7



3.9.1 Progrès des indicateurs

OUTPUT 7 : L'accès des jeunes aux emplois salariés dans les métiers porteurs des filières agropastorales, est facilité					
Indicateurs	Valeur de base	Valeur année précédente	Valeur année rapportage	Cible année rapport	Cible finale
Nombre de jeunes accompagnés dans leurs recherches d'emploi salarié	0	NA	0	30	750
Nombre de jeunes/stagiaires embauchés par les structures privées, (en incluant les parties prenantes de l'OS1)	0	NA	0	10	250

3.9.2 État d'avancement des principales activités

Les principales activités	État d'avancement			
	En avance	Dans les délais	Retardées	En sérieux retard
Faciliter l'accès des jeunes aux services d'orientation et de recherche d'emploi		X		
Appuyer le fonctionnement des organes dédiés à l'insertion des jeunes, dans les Centres de formation		X		

3.9.3 Analyse des progrès réalisés

La convention de subside entre Enabel et l'ANPE est en cours de finalisation et les indicateurs de cet output n'ont pas connu d'évolution. En effet, les activités sont fortement liées aux activités de formation des jeunes par le FAFPA dont la convention de subside est encore en cours de finalisation.

Les principaux produits intermédiaire suivants réalisés contribueront cependant à une évolution du niveau de performance de l'output en 2023 :

- L'évaluation organisationnelle de l'ANPE réalisée ;
- Une demande de proposition d'action envoyée à l'ANPE ;
- Une proposition technique et financière élaborée par l'ANPE et en cours d'amélioration.

La seule difficulté notée a été le refus initial de l'ANPE de faire l'évaluation organisationnelle qui est un préalable à la convention de subside. Après quelques mois d'explications cette difficulté a été levée.

3.10 Performance de l'output 8



3.10.1 Progrès des indicateurs

OUTPUT 8 : Le parcours entrepreneurial ou d'insertion en auto-emploi des jeunes, est amélioré					
Indicateurs	Valeur de base	Valeur année précédente	Valeur année rapportage	Cible année rapport	Cible finale
Nombre de plans d'affaires réussis (avec obtention de financement)	0	NA	0	100	1500
Nombre d'entreprises viables	0	NA	0	0	100

3.10.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des principales activités ³	État d'avancement			
	Les activités sont :			
	En avance	Dans les délais	Retardées	En sérieux retard
Identifier et sélectionner les porteurs de projet		X		
Renforcer les capacités des porteurs de projet et valider leurs projets		X		
Appuyer la mise en œuvre des projets et le suivi-accompagnement des porteurs de projets		X		

3.10.3 Analyse des progrès réalisés

L'évolution de cet output est intimement liée à l'activité de sélection des porteurs de projets, du renforcement de leurs capacités (subside FAFPA) et à l'activité de financement (subside FISAN).

Les conventions de subsides avec ces acteurs n'ayant pas été signées (FAFPA) ou signées en fin d'année 2022 (FISAN), les indicateurs de cet output n'ont pas connu de progrès. L'annulation des activités de la phase pilote de formation professionnelle y contribue également.

Toutefois, les produits intermédiaires importants réalisés et relevés dans les autres outputs permettront de faire des progrès (convention FISAN signée, processus avancé du subside FAFPA et ANPE, 200 jeunes bénéficiaires identifiés, structures d'accueil des stagiaires identifiées, etc.).

Aussi, des termes de références ont été élaborés pour le recrutement d'un prestataire chargé d'accompagner les Conseils Régionaux à identifier et accompagner les porteurs de projets.

3.11 Performance de l'output 9



3.11.1 Progrès des indicateurs

Output 9 : Amélioration du cadre normatif					
Indicateurs/marqueurs de progrès	Valeur de base	Valeur année précédente	Valeur année rapportage	Cible année rapport	Cible finale
Nombre de textes et stratégies développés ou adoptés ou vulgarisés (désagrégé par type)	0	N/A	2	0	5

3.11.2 État d'avancement des principales activités

Les principales activités	État d'avancement			
	En avance	Dans les délais	Retardées	En sérieux retard
CO1-01-01 Appui à l'élaboration et la vulgarisation des textes complémentaires de l'ordonnance relative à la loi-cadre sur l'élevage et à la loi relative aux interprofessions agricoles		X		
CO1-02-01 Appuyer le MEL à élaborer des notes ou stratégies opérationnelles (développement et gestion des abattoirs, production et valorisation des ressources alimentaires locales, distribution d'aliment bétail, fiscalité incitative, etc.)		X		

3.11.3 Analyse des progrès réalisés

Cet output a évolué avec 2 stratégies élaborées contre une cible attendue de 0 stratégie pour l'année 2022. Cela a été possible grâce à l'engagement des services du Ministère de l'Elevage dont les activités ont permis de réaliser les livrables ci-dessous :

- Six textes complémentaires à élaborer ont été identifiés ;
- Deux textes à vulgariser ont été identifiés ;
- Deux stratégies ont été élaborés en l'occurrence : (i) la stratégie de gestion des infrastructures d'abattage et la (ii) stratégie de gestion des centres de collecte de lait.

Il faut noter que l'identification des textes a été faite à travers des rencontres d'échanges avec les agents du Ministère de l'Elevage. Aussi, l'élaboration des deux stratégies a été conduite par les agents dudit ministère avec la facilitation des consultants externes. A noter que le Projet régional d'Appui au Pastoralisme au Sahel (PRAPS) a manifesté l'intérêt d'exploiter le document pour la mise en œuvre de ses activités.

3.12 Performance de l'output 10



3.12.1 Progrès des indicateurs

OUTPUT 10 : Les capacités des acteurs publics dans leur rôle de développement des Chaines de valeur sont renforcées					
Indicateurs	Valeur de base	Valeur année précédente	Valeur année rapportage	Cible année rapport	Cible finale
Degré de performance du MEL dans les domaines de S&E, Bilan-programmation, pilotage des PPDFs, dialogue politique ;	3,4	NA	3,4	3,4	5
Degré de performance des collectivités territoriales dans le domaine de maîtrise d'ouvrage, gestion d'infrastructure, passation de marché,	AD	NA	AD	AD	5

3.12.2 État d'avancement des principales activités

Les <u>principales</u> activités	État d'avancement			
	En avance	Dans les délais	Retardées	En sérieux retard
C02-01-01 Renforcer les capacités du ministère de l'élevage au niveau central et ses Services Techniques Déconcentrés (STD)		X		
C02-02-01 Renforcer les capacités des collectivités territoriales		X		

3.12.3 Analyse des progrès réalisés

L'indicateur de cet output n'a pas évolué, toutefois les livrables intermédiaires ci-dessous sont disponibles :

Dans la perspective du renforcement des capacités du Ministère de l'Élevage :

- Une carte de suivi de performance du Ministère de l'Élevage a été élaborée de façon participative avec plusieurs directions du ministère. Cette carte a permis d'évaluer les domaines de performance du Ministère (suivi/évaluation, bilan et programmation, revue annuelle conjointe, etc.) en leur affectant de façon consensuelle des scores. Cette carte sera suivie au fur et à mesure des actions d'appui/renforcement des capacités du ministère.
- La revue annuelle conjointe 2021 (RAC 2021) du Ministère a été réalisée avec l'appui du projet pour la rédaction et la reprographie du document. Cette RAC 2021 a permis d'apprécier le niveau d'exécution physique et financière des programmes budgétaires du ministère et faire un dialogue politique entre le Gouvernement et les partenaires techniques et financiers autour de thématiques majeurs (foncier rural, entreprenariat agricole, etc.).
- Deux réunions de concertation entre les PTFs du sous-secteur de l'élevage ont été tenues. La première a permis de relancer le cadre et la deuxième a permis de mieux préparer la position des PTFs sur la revue annuelle conjointe 2021.
- Une session du cadre de concertation des acteurs du sous-secteur présidée par le Ministre de l'Élevage a eu lieu et a permis aux acteurs de pencher sur un certain nombre de dossiers (plan d'action du comité national de transhumance, le plan d'action de l'IP lait, le bilan fourrager etc.)
- Le bilan 2022 et la programmation 2023 des acteurs non étatiques a été réalisée par le Ministère à l'échelle des huit régions du pays et a permis de disposer les réalisations 2022 et la programmation 2023 des acteurs non étatiques ;

Dans la perspective du renforcement des capacités des collectivités territoriales

- Deux ateliers régionaux ont été tenus à Dosso et Konni et ont permis d'identifier les besoins en renforcement des capacités des collectivités territoriales assortis de deux plans de renforcement des capacités
- Deux plans de renforcement des capacités des collectivités territoriales des régions de Dosso, Tahoua ont été élaborés.

La principale difficulté est la modestie du budget alloué par rapport aux besoins exprimés.

3.13 Performance de l'output 11



3.13.1 Progrès des indicateurs

Output 11 : Renforcement des capacités organisationnelles des interprofessions et des Organisations Paysannes					
Indicateurs	Valeur de base	Valeur année précédente	Valeur année rapportage	Cible année rapport	Cible finale
Niveau de performance des IPs (sur base de différents critères convenus avec les acteurs)	0,8	NA	0,8	0,8	4
Nombre d'actions de plaidoyers réalisées par les OPELs avec l'appui du projet	0	NA	1	0	3
Nombre de décisions prises suite aux actions de plaidoyers des OPELs	0	NA	0	0	3

3.13.2 État d'avancement des principales activités

Les principales activités	État d'avancement			
	En avance	Dans les délais	Retardés	En sérieux retard
Co3-01-01 Achèvement structuration + Fonctionnalité IP lait		X		
Co3-01-02 Appui concerté aux autres IP (plaidoyer + capacités) /siège		X		
Co3-02-01 Appui initiative lait local		X		
Co3-02-02 Autres initiatives OPELs		X		

3.13.3 Analyse des progrès réalisés

Cet output connaît une légère évolution avec les actions de plaidoyer menées par l'IP Lait d'une part et le consortium d'OPEL d'autre part. Toutefois, le défi reste de transformer ces actions de plaidoyer en décisions effectives en faveur du secteur. Pour contribuer à l'atteinte de cet output 11, les livrables suivants ont été réalisés en 2022 :

- **L'IP Lait a été accompagnée pour finaliser sa création et renforcer sa gouvernance interne et sa base d'adhésion**
 - o Un agrément de l'IP Lait est disponible (en cours de publication au journal officiel) ;
 - o Une mission de sensibilisation et redynamisation a été organisée par l'IP lait à l'échelle des huit régions du pays. Cette mission a permis une meilleure connaissance de l'IP par les acteurs du sous-secteur et a permis d'élargir la base des adhérents à l'IP. Elle permet également d'asseoir progressivement sa crédibilité comme acteur important pour la promotion de la filière ;
 - o Une mission de plaidoyer, de sensibilisation a été organisée par l'IP lait pendant la curée salée édition 2022 à Ingall ;
 - o Une carte de suivi des performances assortie de plan d'actions opérationnelles élaborée ;
 - o Une Assemblée Générale Ordinaire de l'IP lait a été appuyée.
- **L'IP BVCP a été accompagnée dans sa gouvernance interne**
 - o Les textes statutaires (statut et règlement intérieur) de l'IP/BVCP ont été relues, adaptés à la loi 2018-20 du 27 Avril 2018 et harmonisés au manuel de procédures administratives, comptables et financières de l'IP/BVCP.
 - o Une carte de suivi des performances assortie de plan d'actions opérationnelles élaborée
- **L'IP Volaille a été accompagnée dans sa dynamique de renforcement des partenariats**
 - o Un voyage d'études au Maroc a été financée (partiellement) à l'occasion duquel une convention a été signée entre l'IP aviculture du Niger et la fédération interprofessionnelle du secteur avicole du Maroc (FISA).
- **Une base pour un plaidoyer a été mise en place**
 - o Un comité des organisations des producteurs en élevage a été mis en place afin de jouer son rôle de plaidoyer tout en impliquant les vrais acteurs du sous-secteur. Ce comité regroupe AREN, ROPEN, GAJEL SUDU BABA, CAPAN, APESS, etc.
 - o Un draft de plan d'actions pour le plaidoyer est élaboré ;
 - o Un appui a été apporté au camp laitier de Niamey qui a permis de faire la promotion du laitier local et un plaidoyer fait à l'endroit des acteurs, notamment de l'Etat pour soutenir la filière lait.

3.14 Performance de l'output 12



3.14.1 Progrès des indicateurs

Output 12 : Les infrastructures structurantes pour le développement des chaînes de valeur ciblées sont identifiées, réalisées et opérationnelles

Indicateurs	Valeur de base	Valeur année précédente	Valeur année rapportage	Cible année rapport	Cible finale
% des infrastructures construites dans le cadre de l'intervention qui sont fonctionnelles et bien gérés	0%	N/A	0%	0%	80%

3.14.2 État d'avancement des principales activités

Les principales activités	État d'avancement			
	En avance	Dans les délais	Retardés	En sérieux retard
Co4-01-01 Priorisation au niveau du bassin en impliquant tous les acteurs de la filière		x		
Co4-02-01 Réalisation des infrastructures - Convention ANFICT		x		
Co4-03-01 Suivi-contrôle des chantiers		x		
Co4-04-01 Accompagnement des acteurs dans la gestion des infrastructures		x		

3.14.3 Analyse des progrès réalisés

La réalisation des infrastructures dépend de la signature de convention de subside avec l'ANFICT et d'un long processus de contractualisation entre ANFICT et les communes et du processus de passation des marchés par les communes. Il n'était pas donc raisonnable d'attendre une cible pour cette première année de démarrage. Toutefois, les produits/livrables suivants montrent des progrès vers la réalisation de l'output :

- 60 ateliers participatifs ont été organisés dans les 51 communes, 7 bassins d'intervention et 2 régions et ont permis l'identification consensuelles des infrastructures structurantes à réaliser ;
- La convention de subside avec l'ANFICT a été préparée et le processus est bien avancé :

- L'analyse organisationnelle d'ANFICT a été réalisée ;
- Les lignes directrices de la convention de subside ont été élaborées et envoyées à l'ANFICT en vue de leur demander de soumettre une proposition technique et financière.
- Une proposition technique et financière a été reçue d'ANFICT et est en cours d'amélioration.

La principale difficulté relevée concerne l'immensité des besoins en infrastructures alors que le budget disponible reste modeste ; cela rend très difficile la priorisation et le choix final des infrastructures à réaliser. En outre, la préparation de la proposition technique prend plus de temps que prévu.

3.15 Performance de l'output 13



3.15.1 Progrès des indicateurs

Output 13 : Les systèmes de connaissances et d'innovation pour développer des systèmes alimentaires durables sont renforcées					
Indicateurs	Valeur de base	Valeur année précédente	Valeur année rapportage	Cible année rapport	Cible finale
Nombre d'innovation promues et appliquées au sein des chaînes des valeur	0	N/A	0	0	5
Nombre des publications réalisées	0	N/A	0	0	2
Nombre d'ateliers/conférences réalisés	0	N/A	0	0	4
Nombre d'études et recherche-action réalisé	0	N/A	0	0	4

3.15.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des principales activités	État d'avancement			
	En avance	Dans les délais	Retardées	En sérieux retard
C05-01-01 Promotion de l'innovation		X		
C05-01-01 Capitalisation et études		X		

NB: aucune activité n'a été programmé en 2022.

3.15.3 Analyse des progrès réalisés

Cet output n'a pas connu d'activités. Aucune activité n'a été planifiée pour l'année 2022. Toutefois, dans le cadre du concours international Awa (Award for women who act) lancé par Enabel, 15 femmes entrepreneures ont été présélectionnées de façon rigoureuse et ont été accompagnées (formation coaching élaboration de plans d'affaires) pour y participer. Aucune femme du Niger n'a reçu de prix mais ces femmes ont été mises en réseau et profitent des échanges entre elles.

4 Suivi budgétaire

L'exécution du budget de l'année 1 (14 mars 2022 au 20 mars 2023) est de 124% et se détaille ainsi qu'il suit :

Output	Prévisions			Dépenses			% exécution
	Prévisions 2022 (Version Q4-2022)	Prévision Q1-2023 (version Q1-2023)	Prévisions totales année 1 rapportage	Dépenses au 20/03/2023 sur prévisions 2022	Dépenses Q1-2023	Dépenses année 1 rapportage (au 20/03/2023)	
A01 - La qualité et la couverture des services de santé animale (publics et privés) sont améliorées	88 735	506	89 241	91 522	306	91 828	103%
A02 - La qualité et l'accessibilité des services d'appui/conseil sont renforcés	21 000	6 303	27 303	65 331	6 357	71 688	263%
A03 - L'accès au financement pour les promoteurs au sein des chaînes des valeurs est amélioré	459 908	41 140	501 048	747 007	29 617	776 624	155%
A04 - L'accès au marché et à l'information pour les opérateurs des chaînes de valeur ciblée est amélioré	55 155	6 505	61 660	57 242	1 005	58 247	94%
B01 - Les acteurs impliqués dans les parcours de formation, d'insertion professionnelle et de l'entrepreneuriat des jeunes, sont renforcés	42 404	15 085	57 489	30 125	1 802	31 927	56%
B02 - L'offre de formation est saisie par les jeunes et intègre des stages en situation professionnelle	14 447	0	14 447	9 801	5 569	15 370	106%

Output	Prévisions			Dépenses			% exécution
	Prévisions 2022 (Version Q4-2022)	Prévision Q1-2023 (version Q1-2023)	Prévisions totales année 1 rapportage	Dépenses au 20/03/2023 sur prévisions 2022	Dépenses Q1-2023	Dépenses année 1 rapportage (au 20/03/2023)	
B03 - L'accès des jeunes aux emplois salariés dans les métiers porteurs des filières agropastorales, est facilité	9 100		9 100	9 100		9 100	100%
B04 - Le parcours entrepreneurial ou d'insertion en auto-emploi est amélioré		73	73	565	73	638	872%
C01 - Amélioration du cadre politique et normatif	6 997	0	6 997	12 342	108	12 450	178%
C02 - Les capacités des acteurs publics dans leur rôle en lien avec le développement de systèmes alimentaires durables sont renforcées	33 186	24 200	57 386	64 642	2 039	66 681	116%
C03 - Renforcement des capacités organisationnelles des interprofessions et des Organisations Paysannes	8 269	362	8 631	30 111	1 597	31 708	367%
C04 - Les infrastructures structurantes pour le développement des chaînes de valeur ciblées sont identifiées, réalisées et opérationnelles	56 364	6 165	62 529	49 346	30	49 377	79%
C05 - Les systèmes de connaissances et d'innovation pour développer des systèmes alimentaires durables sont renforcés	13 991	5 600	19 591	17 040	5 058	22 098	113%
Z01 - Human Ressources	161 118	130 140	291 258	197 565	79 094	276 659	95%
Z02 - Investments	28 513	17 466	45 979	41 902	21 279	63 180	137%
Z03 - Operational Costs	29 606	51 544	81 150	45 790	36 727	82 517	102%
Z04 - Audit, M&E and support	14 794	15	14 810	20 220	15	20 235	137%
Z05 - Communication & capitalization	15 727	65	15 792	15 727	65	15 792	100%
Total	1 059 314	305 168	1 364 483	1 505 379	190 741	1 696 120	124%

La planification financière initiale de l'année 1 a été exécutée à hauteur de 124%. Cette situation est essentiellement imputable au subside du FISAN pour lequel une première tranche de 745 000 EUR a été décaissée contre une planification de 450 000 EUR (Au moment de la planification financière, on n'avait pas de vision claire sur les tranches du subside FISAN qui ont été ajustées à la planification opérationnelle proposée par FISAN).

Quant au budget global du projet sur toute la période d'exécution, le taux d'exécution au 20 mars 2023 est de 11% dont les détails sont ainsi qu'il suit :

Outcome	Output	Budget		Total expenses		% Exec	Expenses before cut-off		Balance after cut-off	
		EUR	FCFA	EUR	FCFA		EUR	FCFA	EUR	FCFA
A - La création de la valeur et des emplois dans les chaînes de valeur ciblées	Total	6 984 814	4 581 737 637	998 387	654 899 053	14 %	961 102	630 441 729	6 023 712	3 951 295 908
	A01 - La qualité et la couverture des services de santé animale (publics et privés) sont améliorées	480 000	314 859 360	91 828	60 234 891	19 %	91 522	60 034 359	388 478	254 825 001
	A02 - La qualité et l'accessibilité des services d'appui/conseil sont renforcés	1 650 000	1 082 329 050	71 688	47 024 455	4 %	65 331	42 854 320	1 584 669	1 039 474 730
	A03 - L'accès au financement pour les promoteurs au sein des chaînes des valeurs est amélioré	3 989 814	2 617 146 422	776 624	509 432 107	19 %	747 007	490 004 766	3 242 807	2 127 141 656
	A04 - L'accès au marché et à l'information pour les opérateurs des chaînes de valeur ciblées est amélioré	865 000	567 402 805	58 247	38 207 600	7 %	57 242	37 548 284	807 758	529 854 521
B - L'insertion des jeunes dans des emplois créés au sein des chaînes de valeur	Total	2 560 000	1 679 249 920	57 035	37 412 567	2 %	49 591	32 529 800	2 510 409	1 646 720 120
	B01 - Les acteurs impliqués dans les parcours de formation, d'insertion professionnelle et de l'entrepreneuriat des jeunes, sont renforcés	290 000	190 227 530	31 927	20 942 667	11 %	30 125	19 760 888	259 875	170 466 642
	B02 - L'offre de formation est saisie par les jeunes et intègre des stages en situation professionnelle	830 000	544 444 310	15 370	10 082 321	2 %	9 801	6 429 290	820 199	538 015 020
	B03 - L'accès des jeunes aux emplois salariés dans les métiers porteurs des	200 000	131 191 400	9 100	5 969 209	5 %	9 100	5 969 209	190 900	125 222 191

Outcome	Output	Budget		Total expenses		% Exec	Expenses before cut-off		Balance after cut-off	
		EUR	FCFA	EUR	FCFA		EUR	FCFA	EUR	FCFA
	filières agropastorales, est facilité									
	B04 - Le parcours entrepreneurial ou d'insertion en auto-emploi est amélioré	1 240 000	813 386 680	638	418 369	0 %	565	370 412	1 239 435	813 016 268
	Total	2 433 000	1 595 943 381	182 314	119 589 954	7 %	173 481	113 796 083	2 259 519	1 482 147 298
C - Un environnement favorable au développement des systèmes alimentaires durables	C01 - Amélioration du cadre politique et normatif	100 000	65 595 700	12 450	8 166 816	12 %	12 342	8 095 815	87 658	57 499 885
	C02 - Les capacités des acteurs publics dans leur rôle en lien avec le développement de systèmes alimentaires durables sont renforcées	405 000	265 662 585	66 681	43 739 836	16 %	64 642	42 402 110	340 358	223 260 475
	C03 - Renforcement des capacités organisationnelles des interprofessions et des Organisations Paysannes	200 000	131 191 400	31 708	20 799 065	16 %	30 111	19 751 561	169 889	111 439 839
	C04 - Les infrastructures structurantes pour le développement des chaînes de valeur ciblées sont identifiées, réalisées et opérationnelles	1 503 000	985 903 371	49 377	32 388 940	3 %	49 346	32 368 992	1 453 654	953 534 379
	C05 - Les systèmes de connaissances et d'innovation pour développer des systèmes alimentaires durables sont renforcés	225 000	147 590 325	22 098	14 495 298	10 %	17 040	11 177 606	207 960	136 412 719
Z - General Means	Total	3 622 186	2 375 998 262	458 384	300 680 298	13 %	321 204	210 696 242	3 300 982	2 165 302 020

Outcome	Output	Budget		Total expenses		% Exec	Expenses before cut-off		Balance after cut-off	
		EUR	FCFA	EUR	FCFA		EUR	FCFA	EUR	FCFA
	Z01 - Human Resources	2 655 110	1 741 637 990	276 659	181 476 447	10 %	197 565	129 593 974	2 457 545	1 612 044 016
	Z02 - Investments	230 726	151 346 335	63 180	41 443 475	27 %	41 902	27 485 641	188 824	123 860 694
	Z03 - Operational Costs	541 350	355 102 322	82 517	54 127 715	15 %	45 790	30 036 533	495 560	325 065 789
	Z04 - Audit, M&E and support	180 000	118 072 260	20 235	13 273 579	11 %	20 220	13 263 542	159 780	104 808 718
	Z05 - Communication & capitalization	15 000	9 839 355	15 792	10 358 788	105 %	15 727	10 316 419	-727	- 477 064
Total		15 600 000	10 232 929 200	1 696 120	1 112 581 872	11 %	1 505 379	987 463 853	14 094 621	9 245 465 347

NB : pour plus de détails, voir le point 10.5

5 Risques et problèmes

Plusieurs risques et problèmes ont été identifiés durant la formulation et le processus baseline. Ces risques et problèmes font l'objet de suivi par l'UGP dans la plateforme PILOT d'Enabel.

De nouveaux risques ont été identifiés au cours de l'année 2022 dont :

- **Subside FISAN** : les faibles capacités financières des IMF pourraient retarder l'octroi des crédits permettant d'absorber les 3 millions d'EUR dans les délais et entraîner ainsi la non atteinte des résultats dans les délais.
Les mesures de mitigation concernent d'une part, la sélection par le FISAN de plusieurs IMF autant que possible et d'autre part, d'intégrer des banques dans son portefeuille d'institutions financières.
- Les faibles capacités des jeunes à s'aligner sur le mécanisme FISAN (crédit) pouvant entraîner la non atteinte des résultats. L'UGP entreprend des échanges avec d'autres projets (LuxDev, Coopération suisse) pour bénéficier des leçons apprises. Aussi, un backstopping sur la stratégie d'insertion des jeunes par le siège d'Enabel est prévu en 2023.

Par ailleurs, le risque lié à l'insécurité a évolué et est finalement considéré comme un problème pour lequel des mesures de mitigation ont été planifiées (voir matrice de problème ci-dessous).

Gestion des risques

Intervention / Intervention Risk / Intervention Risk Action	Intervention Risk Period of Identification	Intervention Risk Category	Intervention Risk Likelihood	Intervention Risk Potential Impact	Intervention Risk Importance	Responsible Person	Intervention Risk Action Status	Intervention Risk Action Deadline	Intervention Risk Action Progress
R1. Création d'emplois qui ne sont pas « décents » (AGR, travail de subsistance, revenus inférieurs à 600 000 F CFA/an)		OPS			Medium				
A.1.1. Privilégier les projets qui génèrent des revenus ≥ 600 000 F CFA et éviter donc les petites AGR classiques	04/02/2022	OPS	Low	Medium	Medium		In Progress	31/12/2024	La stratégie de ciblage des acteurs prévoit d'inclure des acteurs de type entrepreneur disposant de capacités réelles de gestion d'entreprises créatrices d'emplois
A.1.2. Bien cibler les jeunes et les métiers porteurs et au besoin mettre à l'échelle les idées des projets des jeunes afin d'atteindre le revenu critique souhaité ;	04/02/2022	OPS	Low	Medium	Medium		In progress	31/12/2023	
R2. Faible appropriation des projets par les promoteurs ou abandon/décrochage des jeunes en formation/parcours d'insertion		OPS			Medium				
A.2.1. Bien cibler les jeunes (ingénierie sociales, aspirations et intentions/ambitions/projets des jeunes, etc.) et les impliquer à toutes les étapes de leur parcours entrepreneurial ou d'insertion;	04/02/2022	OPS	Low	High	Medium		Planned	31/12/2022	

Intervention / Intervention Risk / Intervention Risk Action	Intervention Risk Period of Identification	Intervention Risk Category	Intervention Risk Likelihood	Intervention Risk Potential Impact	Intervention Risk Importance	Responsible Person	Intervention Risk Action Status	Intervention Risk Action Deadline	Intervention Risk Action Progress
A.2.2. Assurer un suivi-accompagnement efficace, flexible et durable des jeunes (au moins 12 mois).	04/02/2022	OPS	Low	High	Medium		Planned	31/12/2025	Un dispositif d'appui conseil de proximité en cours de finalisation
R3. Faible capacité financière des prestataires potentiels (IMF) pouvant entrainer ainsi la faible consommation de la subvention de FISAN dans les délais entravant ainsi l'atteinte de résultats du projet.		PRIORITY			Medium				
A.3.1. Encourager FISAN à élargir son portefeuille aux Banques et IMs de proximité quelque soit leur taille	08/02/2023	PRIORITY	Medium	Medium	Medium	NIAONE Kadré Kader	Planned	31/03/2023	Un échange déjà organisé avec FISAN lors de la réunion sur le Fonds de Garantie
R4. La non harmonisation des approches de financement mises en place par différents intervenants /PTFs diminue la motivation des promoteurs d'adhérer au mécanisme promu par le FISAN.		OPS			Low				
A4.1. Investir dans la concertation entre les différents intervenants	04/02/2022	OPS	Low	Low	Low		Planned	31/03/2023	FISAN tient des rencontres de concertation des acteurs
A.4.2. Renforcer le FISAN dans son rôle de pilotage	04/02/2022	OPS	Low	Low	Low		Planned	31/12/2024	
R5. Le nombre et le volume important de conventions de subside et d'accords opérationnels pourrait entraver un suivi financier rigoureux du fait du niveau d'occupation des ressources humaines		PRIORITY			Very High				
A.5.1. Décider du recrutement d'une personne ressource dédiée au suivi des subsides	11/10/2022	PRIORITY	High	High	Very High	AG JIDDOU Elmounzer	Planned	31/03/2023	

Intervention / Intervention Risk / Intervention Risk Action	Intervention Risk Period of Identification	Intervention Risk Category	Intervention Risk Likelihood	Intervention Risk Potential Impact	Intervention Risk Importance	Responsible Person	Intervention Risk Action Status	Intervention Risk Action Deadline	Intervention Risk Action Progress
A.5.2. Recruter et affecter un personnel dédié au suivi des subsides	11/10/2022	PRIORITY	High	High	Very High	VAN DER SCHRIECK Frederik	Planned	30/06/2023	
A.5.3. Augmenter la fréquence du suivi financier (trimestrielle) auprès des partenaires (bénéficiaires de subsides)	11/10/2022	PRIORITY	High	High	Very High	GOUMEY Boubacar	Planned	30/06/2023	
R6. Le partage du MEL Officer entre 3 interventions et les fonctions supplémentaires qu'il assume pourrait entacher la qualité du suivi & évaluation de l'intervention		OPS			High				
A.6.1. Revoir le setup organisationnel concernant le MEL Officer partagé	11/10/2022	OPS	High	Medium	High	AG JIDDOU Elmounzer	Planned	31/03/2023	
R7. Les acteurs les plus influents (qui sont plus organisés ou qui ont plus de ressources financières) au niveau de certains maillons ne sont pas prêts à investir dans des modèles plus inclusifs et des relations plus équitables entre acteurs entraînant ainsi le dysfonctionnement de la chaîne de valeur		DEV			High				
A.7.1. Finaliser la structuration des IPs (maillon faible) pour mieux pouvoir dialoguer et négocier des contrats, diversifier les opportunités de marché etc.,	04/02/2022	DEV	Medium	High	High		In progress	31/12/2022	L'IP a obtenu son agrément ; elle a bénéficié d'une plage pour présenter son plan d'actions lors de la session du cadre de concertation du sous-secteur ; l'IP a été accompagnée pour mener une campagne

Intervention / Intervention Risk / Intervention Risk Action	Intervention Risk Period of Identification	Intervention Risk Category	Intervention Risk Likelihood	Intervention Risk Potential Impact	Intervention Risk Importance	Responsible Person	Intervention Risk Action Status	Intervention Risk Action Deadline	Intervention Risk Action Progress
									d'information pour élargir sa base d'adhérents, etc.
A.7.2. Elaborer et mettre en œuvre des projets collaboratifs au niveau des GEIC	04/02/2022	DEV	Medium	High	High		In progress	31/03/2023	Une liste des projets collaboratifs établies
R.8. Un manque de volonté politique pour faire avancer et adopter les réformes dans le secteur nécessaire pour la compétitivité des filières locales pourrait entraver l'atteinte des résultats		PRIORITY			Medium				
A.8.1. Collaboration avec les organisations professionnelles et le secteur privé pour inciter l'Etat à adopter les réformes	04/02/2022	PRIORITY	Low	Medium	Medium		In progress	30/04/2022	Un consortium d'organisations mis en place et un plan d'action de plaidoyer drafted. Des discussions en cours pour mettre en place un groupe PTF plaidoyer lait
R.9 Manque de volonté des collectivités locales de maintenir et bien gérer les infrastructures		PRIORITY			Medium				
A.9.1. Assurer que les collectivités locales portent le processus dès la priorisation des infrastructures,	04/02/2022	PRIORITY	Low	High	Medium		In Progress	30/09/2022	60 ateliers d'identification et de priorisation tenus dans toutes les communes , les bassins et les 2 régions regroupant les parties prenantes pertinentes (conseillers, maires, acteurs des chaînes de valeur, services techniques déconcentrés, OPEL, etc.) Idem au

Intervention / Intervention Risk / Intervention Risk Action	Intervention Risk Period of Identification	Intervention Risk Category	Intervention Risk Likelihood	Intervention Risk Potential Impact	Intervention Risk Importance	Responsible Person	Intervention Risk Action Status	Intervention Risk Action Deadline	Intervention Risk Action Progress
									niveau bassin Idem au niveau régional
A.9.2. Renforcement des organisations professionnelles des filières pour inciter les collectivités locales à maintenir les infrastructures	04/02/2022	PRIORITY	Low	High	Medium		Planned	31/12/2024	
R10. Marché NER22003-10002 - Evaluation organisationnelle du FISAN, de l'ANFICT et du FAFPA en vue de subside ds le cadre Mahita- Un retard très important peut survenir et entrainer un décalage dans la signature des conventions de subside avec FISAN, ANFICT et FAFPA		PRIORITY			Low				
A.10.1. Faire le suivi du marché au niveau du siège	06/06/2022	PRIORITY	Low	Low	Low	VAN DER SCHRIECK Frederik	Completed	15/06/2022	Marché exécuté et clôturé
A.10.20 Anticiper et communiquer à l'avance avec les structures à évaluer afin de les préparer à l'avance	06/06/2022	PRIORITY	Low	Low	Low	NIAONE Kadré Kader	Completed	22/06/2022	Plusieurs emails et rencontres tenues avec le FISAN, le FAFPA et l'ANFICT pour préparer la mission d'évaluation organisationnelle
R11. Marché NER22003-10018 Travaux d'aménagement bureaux REEL Mahita Dosso-Konni-Madaoua: Un retard dans l'attribution et l'exécution peut conduire à des difficultés pour l'installation adéquate de l'équipe		OPS			Low				
A.11.1. Respecter rigoureusement le planning	06/06/2022	OPS	Low	Low	Low	MOUMOUNI Alka	In Progress	31/12/2022	Marché en cours de réception

Intervention / Intervention Risk / Intervention Risk Action	Intervention Risk Period of Identification	Intervention Risk Category	Intervention Risk Likelihood	Intervention Risk Potential Impact	Intervention Risk Importance	Responsible Person	Intervention Risk Action Status	Intervention Risk Action Deadline	Intervention Risk Action Progress
du processus de passation et d'exécution du marché									
A.11.2. Tenir des réunions régulières de suivi du chantier avec les adjudicataires	06/06/2022	OPS	Low	Low	Low	MOUMOUNI Alka	In Progress	28/02/2023	Marché en cours de réception
R12. Mauvais ciblage des porteurs de projets (critères subjectifs, interventionnisme politique, opportunisme/chercheurs de subvention parmi les jeunes, jeunes non motivés ou sans vocation, etc.)		OPS			Medium				
A.12.1. Disposer de critères objectifs pour le ciblage et les utiliser rigoureusement ;	04/02/2022	OPS	Low	Medium	Medium		In Progress	31/07/2022	Des comités de sélection mis en place avec des critères de sélection bien définis incluant des visites terrain
A.12.2. Conduire une campagne d'information-sensibilisation accessible à tous;	04/02/2022	OPS	Low	Medium	Medium		In Progress	31/12/2022	Une campagne d'information réalisée dans les communes/départements Des communiqués radios diffusés
A.12.3. Responsabiliser les acteurs communaux.	04/02/2022	OPS	Low	Medium	Medium		In Progress	31/12/2022	
R13. NER22003-10010 Marché Appui conseil aux promoteurs : l'attribution dans le délais et la mise en œuvre de qualité peuvent être affectés par divers facteurs (faible de l'écosystème des opérateurs, la situation sécuritaire, etc.) et entraîner en conséquence un retard dans l'exécution des activités et la faible qualité de résultat du projet.		PRIORITY			Medium				

Intervention / Intervention Risk / Intervention Risk Action	Intervention Risk Period of Identification	Intervention Risk Category	Intervention Risk Likelihood	Intervention Risk Potential Impact	Intervention Risk Importance	Responsible Person	Intervention Risk Action Status	Intervention Risk Action Deadline	Intervention Risk Action Progress
A.13.1. Définir des critères réalistes de sélection des opérateurs basé sur l'expérience du PRADEL et la connaissance du contexte	08/02/2023	PRIORITY	Medium	Medium	Medium	OUSSEINI Hamadou	Completed	28/02/2023	Exécuté
A.13.2. Mettre en place un dispositif de suivi de qualité en impliquant APCA, les IO GEIC et les STD	08/02/2023	PRIORITY	Medium	Medium	Medium	OUSSEINI Hamadou	In progress	31/01/2026	En cours
A.13.3. Adapter les approches et outils de conseil en fonction de situation sécuritaire (encadreurs endogènes, e-conseil, etc.)	08/02/2023	PRIORITY	Medium	Medium	Medium	OUSSEINI Hamadou	Planned	31/01/2026	
R.14. Marché NER22003-10013 Etude de faisabilité des projets collaboratifs de GEICs: le retard dans l'exécution de cette étude peut compromettre les avantages attendus de la mise en œuvre de ces projets.		PRIORITY			High				
A.14.1. Réaliser l'étude de faisabilité dans le délais	08/02/2023	PRIORITY	Medium	High	High	MOUMOUNI Alka	Planned	30/04/2023	
R15. Marché NER22003-10203: Sélection d'incubateurs pour assurer l'incubation des jeunes : la faiblesse (le nombre , la capacité, etc.) de l'écosystème des structures d'accompagnement (incubateurs) peut retarder l'attribution et la mise en œuvre de l'activité.		OPS			Medium				
A.15.1. Faire une bonne prospection des structures d'accompagnement (incubateurs) avant de lancer le marché	08/02/2023	OPS	Medium	Medium	Medium	OUSSEINI Hamadou	Planned	30/04/2023	

Intervention / Intervention Risk / Intervention Risk Action	Intervention Risk Period of Identification	Intervention Risk Category	Intervention Risk Likelihood	Intervention Risk Potential Impact	Intervention Risk Importance	Responsible Person	Intervention Risk Action Status	Intervention Risk Action Deadline	Intervention Risk Action Progress
R16. Refus ou réticence des Institutions Financières d'allouer des crédits à plus long terme, ou à certains groupes cibles, comme les jeunes		OPS			Medium				
A.16.1. Renforcer les IFS dans leur compréhension des besoins du secteur et du groupe cible	04/02/2022	OPS	Medium	Medium	Medium		Planned	31/12/2024	
A.16.2. Garder une certaine flexibilité et adapter la stratégie si le groupe cible n'est pas atteint ou des investissements nécessaires pour le développement des CDV pas financés	04/02/2022	OPS	Medium	Medium	Medium		Planned	31/12/2025	
R17. Subside NER22003-10004 Renforcement dispositif e-conseil en élevage au niveau national et des régions Dosso & Tahoua _ Un retard du processus peut conduire à un décalage dans la signature à temps et l'exécution de la convention du subside		OPS			None				
A.17.1. Solliciter l'appui du siège pour l'élaboration de la demande de proposition	06/06/2022	OPS	None		None	NIAONE Kadré Kader	Completed	30/06/2022	
A17.2. Etablir et respecter le planning du processus de contractualisation avec le bénéficiaire	06/06/2022	OPS	None		None	OUSSEINI Hamadou	Completed	10/09/2022	
R18. Subside NER22003-10012 - Financement - FISAN- Un retard dans la conclusion de la convention peut entrainer un faible décaissement du projet et un retard dans le financement des promoteurs		OPS			Low				

Intervention / Intervention Risk / Intervention Risk Action	Intervention Risk Period of Identification	Intervention Risk Category	Intervention Risk Likelihood	Intervention Risk Potential Impact	Intervention Risk Importance	Responsible Person	Intervention Risk Action Status	Intervention Risk Action Deadline	Intervention Risk Action Progress
A18.1. Etablir et respecter le planning du processus de contractualisation avec le bénéficiaire	06/06/2022	OPS	Low	Low	Low	OUSSEINI Hamadou	Completed	15/10/2022	la convention est déjà signée
A.18.2. Suivre le dossier au niveau du siège et répondre aux demandes d'information	06/06/2022	OPS	Low	Low	Low	MBIYA ILUNGA Yannick	Completed	31/10/2022	convention déjà signée
R19. Une épidémie de maladies animales (p.ex. la grippe aviaire, ..) peut survenir avec un impact important sur la santé et la mortalité animale, et la situation socio-économique des éleveurs		DEV			Medium				
A19.1. Conduire des enquêtes de prévalence sur les maladies	04/02/2022	DEV	Medium	Medium	Medium		In progress	31/12/2023	L'accord opérationnel en voie de signature Matériels de prélèvement commandés
A19.2. Renforcer les capacités RESEPI (réseau d'épidémiologie-surveillance)	04/02/2022	DEV	Medium	Medium	Medium		In Progress	31/12/2023	Appui à la mission de prélèvement et d'analyse des échantillons des cas suspects
A.19.3. Renforcer les capacités des agents de service officiel de contrôle (SOC)	04/02/2022	DEV	Medium	Medium	Medium		In progress	28/02/2023	Marché d'équipement des SOC en cours d'attribution
A20. Une grave sécheresse ou des inondations pourrait survenir, impactant négativement les résultats du projet.		DEV			Very High				
A.20.1. Travailler en étroite collaboration avec le portefeuille climat, qui met le focus sur des actions de résilience climatique et	01/02/2022	DEV	High	High	Very High	NIAONE Kadré Kader	Planned	31/12/2026	

Intervention / Intervention Risk / Intervention Risk Action	Intervention Risk Period of Identification	Intervention Risk Category	Intervention Risk Likelihood	Intervention Risk Potential Impact	Intervention Risk Importance	Responsible Person	Intervention Risk Action Status	Intervention Risk Action Deadline	Intervention Risk Action Progress
gestion des ressources naturelles									
A.20.2. Prévoir un fonds ad-hoc en cas d'urgence pour stabiliser le niveau de résultats de projet	01/02/2022	DEV	High	High	Very High	NIAONE Kadré Kader	Planned	31/12/2022	
A.20.3. Sensibiliser la communauté sur les effets négatifs de changement climatique	01/02/2022	DEV	High	High	Very High	NIAONE Kadré Kader	Planned	30/11/2026	
A.20.4. Vulgariser les bonnes pratiques agroécologiques	01/02/2022	DEV	High	High	Very High	NIAONE Kadré Kader	Planned	30/11/2026	

Gestion des problèmes

Intervention / Intervention Issue / Intervention Issue Action	Issue Category	Issue Potential Impact	Responsible Person	Issue Action Status	Issue Action Deadline	Issue Action Progress
P1. Apparition de la grippe aviaire (H5N1) dans la zone d'intervention du projet notamment à Bouza et Madaoua						
A.1.1. Appui à la réalisation d'une mission de prélèvement et d'analyse des échantillons suspects dans la zone du projet	DEV	Medium	NIAONE Kadré Kader	Completed	31/01/2023	Exécuté

Intervention / Intervention Issue / Intervention Issue Action	Issue Category	Issue Potential Impact	Responsible Person	Issue Action Status	Issue Action Deadline	Issue Action Progress
A.1.2. Renforcer l'appui conseil sur la prophylaxie via les opérateurs de conseils, le SVPP et les STD	DEV	Medium	NIAONE Kadré Kader	Planned	31/01/2024	
P2. Problème d'insécurité dans la zone d'intervention du projet (Falwel, Bangui, Alléla, Loga, Balléyara, Tanda, etc.)						
P2.1. Privilégier les approches de suivi en contexte de fragilité (insécurité)	DEV	Medium		In Progress	31/12/2026	Planification des missions et conseil du Conseiller en Sécurité avant mission Escorte pour certaines missions
P2.2. Renforcer le suivi sécuritaire de la zone d'intervention du projet	DEV	Medium	ISSOUFOU KANé Moustapha	In progress	31/12/2026	Suivi régulier de la situation sécuritaire à travers nos collègues en contact avec les autorités locales
P2.3. Respecter les consignes sécuritaires données par le responsable sécuritaire dans le cadre de mission	DEV	Medium	NIAONE Kadré Kader	In Progress	10/02/2023	

6 Synergies et complémentarités

6.1 Avec les autres interventions du portefeuille

Des actions de synergie ont été identifiées dans le portefeuille pays. Aussi, sous le leadership du Portefolio Manager, un plan de synergie entre les projets développement agropastoral a été élaboré (REEL Mahita, PRISMA, REPO, PTCS Climat National et Régional).

Ces pistes de synergie ont été renforcées avec l'atelier Journées Interprogrammes organisé par Enabel au Niger en vue de construire progressivement « One Enabel ».

Ainsi :

- Avec PASS SUTURA : des réunions de sensibilisation des promoteurs de REEL Mahita ont été organisées à Gaya sur l'assurance maladie universelle
- Avec le PTCS des discussions en cours sur les appuis concertés aux centres de formation professionnelle et le partage sur la stratégie d'insertion des jeunes. Idem pour l'organisation d'un backstopping conjoint par le siège d'Enabel, etc.

6.2 Avec les projets pour tiers

- Avec PRISMA : Dans la mise en œuvre du plan de synergies des projets développement agropastoral, REEL Mahita et le Projet PRISMA ont par exemple collaboré dans le processus d'appui au LABOCEL en matière de surveillance des zoonoses : définition conjointe des zoonoses dont les enquêtes de prévalence seront appuyées par chaque projet, participation à l'atelier méthodologique des zoonoses organisé par PRISMA, etc.
- Avec REPO : le partage d'expériences et de ressources humaines en infrastructures a été de mise.

6.3 Autres synergies et complémentarités

Dans la région de Dosso, REEL Mahita a eu des synergies avec les interventions de Swisscontact à travers le projet PROMEL et PMIJ notamment dans l'élaboration de plan d'action triennal stratégique du conseil régional.

D'autres synergies sont en cours de prospection avec la LuxDev, GIZ (ProLavie), Oxfam, VSF-Belgique, PRAPS, SNV, etc.).

7 Thèmes transversaux

7.1 Environnement et changement climatique

Pour l'année 2022, aucune action spécifique prise dans ce sens.

7.2 Genre

Le genre est une priorité constante dans les principales activités de cadrage de l'année 2022.

- La sélection des promoteurs donnera un avantage aux femmes et aux jeunes. Aussi, une discrimination positive en faveur de ladite catégorie (femmes et jeunes) est faite dans le cadre du financement (le taux de subvention a été rehaussé à 50 voire 60%, au-delà de 40% prévu par le FISAN).

- Un portefeuille de femmes entrepreneures sera également constitué en vue d'un accompagnement spécifique en entrepreneuriat féminin.
- Un point focal Genre a été identifié.

7.3 Digitalisation

- Une convention de subside signée avec le RECA pour la mise en place d'un système d'information et d'appui conseil digitalisé

7.4 Emplois décents

RAS

8 Leçons apprises

8.1 Les succès

Il est trop tôt pour parler de succès pour cette année consacrée essentiellement au démarrage. Nous pouvons néanmoins apprécier une satisfaisante amorce de tous les grands dossiers essentiels, ce qui permet d'espérer une bonne performance en l'année 2023.

8.2 Les défis

Plusieurs défis se présentent :

Pour l'OS1 :

- La capacité des IMF à accorder des crédits aux bénéficiaires pouvant permettre d'absorber l'enveloppe de 3 millions d'euros de subvention reste un défi à relever.
- Réussir le ciblage d'un nombre important de bénéficiaires ayant le profil et le potentiel entrepreneurial dans un temps relativement court et dans un processus de sélection multi-acteurs.
- Assurer la fonctionnalité et la durabilité de la laiterie de Gaya du fait des facteurs contraignants telles que la compétitivité prix du lait local, la dynamique sociale, etc.
- Trouver des projets collaboratifs GEIC qui soient innovants et structurants est un point d'attention

Pour l'OS2 :

- Compte tenu des faibles capacités techniques, financières, de l'expérience limitée en entrepreneuriat des jeunes, l'alignement de la stratégie d'insertion entrepreneuriale des jeunes au mécanisme FISAN pose des défis.
- Les jeunes à insérer ont de faibles capacités techniques et financières et une expérience limitée en matière de gestion d'entreprises. L'alignement de la stratégie d'insertion avec le mécanisme FISAN qui implique le recours au crédit dès le lancement de leurs entreprises par ces jeunes présentent des défis importants pour la réussite de ces entreprises.
- L'exigence d'un revenu minimum de 600 000 FCFA /an pour les jeunes insérés durablement présente de gros défis compte tenu du niveau de rentabilité des activités du

secteur et du profil d'opportunités d'emplois salariés généralement rencontré dans ce sous-secteur de l'élevage.

Pour l'OS3 :

- Le défis le plus important reste le leadership des autorités communales dans la mise en œuvre qualitative et dans les délais des actions sous maîtrise d'ouvrage du subside ANFICT. Il en va de même de l'exploitation durable des investissements qui seront réalisés.

Défis transversaux :

- Qualité et respect des délais de mise en œuvre des conventions de subside ;
- Au regard des approches du projet et de la multiplicité des acteurs, la maîtrise de l'approche multi-acteurs reste un point d'attention important ;
- Construire /produire des actions ou stratégies innovantes est aussi un défi dans l'environnement du projet
- La construction des synergies avec les partenaires est aussi importante que difficile dans des Régions ou la coordination des intervenants /partenaires n'est pas assurée
- L'évolution rapide et imprévisible du contexte d'insécurité pose des défis dans la mise en œuvre des activités et le suivi de leur qualité dans certaines zones.
- Suivi & Evaluation : la qualité et la fiabilité des données restent un défi

8.3 Questions d'apprentissage stratégique

Le projet n'a pas encore identifié de questions d'apprentissage stratégique.

8.4 Synthèse des enseignements tirés

Enseignements tirés	Public cible
Il est important d'assurer un lien de continuité et de consolidation des acquis du PRADEL dans le cadre de Mahita tout en imposant la démarche entrepreneuriale ; dès lors certains processus du PRADEL doivent être capitalisés et mis à profit (sélection de certains promoteurs déjà actifs dans les GEIC)	UGP/Enabel /COFIL
Le processus d'identification des infrastructures communales a été très participatif mais assez lourd avec 60 ateliers organisés. Malheureusement, seules 10 infrastructures seront finalement financées compte tenu de l'enveloppe budgétaire. Il se pose alors la question s'il n'eut fallu pas faire un appel à projets à l'endroit des communes et groupes d'acteurs des filières ?	Autres projets

9 Pilotage

9.1 Modifications apportées à l'intervention

Aucune modification n'a été apportée à l'intervention.

9.2 Décisions prises par le Comité de pilotage et suivi

1. Decision to take				
Le rapport de démarrage de REEL Mahita est approuvé		29/09/2022		Steering Committee
Action			Follow-up	
Action(s)	Resp.	Deadline	Progress	Status
Aucune				
2. Decision to take				
Le rapport Baseline y compris les annexes (Planification opérationnelle, la ToC, la matrice de suivi évaluation, plan de gestion de risque et plan de capitalisation) est approuvé		29/09/2022		Steering Committee
Action			Follow-up	
Action(s)	Resp.	Deadline	Progress	Status
Aucune				
3. Decision to take				
Le Règlement d'ordre intérieur du CoPil est approuvé		29/09/2022		Steering Committee
Action			Follow-up	
Action(s)	Resp.	Deadline	Progress	Status
Ecrire pour que les structures désignent les représentants au COPIL et Ctech	UGP			Des correspondances envoyées aux structures Certaines structures ont répondu mais d'autres non
4. Decision to take				
La lettre d'entente dans le cadre de la gouvernance opérationnelle du projet REEL Mahita est approuvée		29/09/2022		Steering Committee
Action			Follow-up	
Action(s)	Resp.	Deadline	Progress	Status
5. Decision to take				
		29/09/2022		Steering Committee

L'intégration de la Commune Rurale de Guéchemé dans la zone d'intervention du projet est approuvée				
Action			Follow-up	
Action(s)	Resp.	Deadline	Progress	Status
Intégrer la commune de Guéchemé dans les activités	UGP	Continu	En cours	

9.3 Réorientations stratégiques envisagées

Il n'y a pas de réorientation stratégique.

L'alignement de la stratégie d'insertion des jeunes sur le mécanisme FISAN doit encore être mise en réflexion plus approfondie.

9.4 Recommandations

Recommandations	Acteur	Date limite
Explorer la possibilité de trouver d'autres stratégies d'insertion des jeunes qui ne passent pas par le mécanisme FISAN ou qui adaptent le mécanisme FISAN à la situation des jeunes	UGP	31/08/2023
Autoriser l'UGP du Projet à sélectionner directement les promoteurs du PRADEL qui sont actifs dans les GEIC pour être bénéficiaires de Mahita	COFIL	30/03/2023
Réviser la baseline pour la rendre plus réaliste par rapport au démarrage	UGP	31/12/2023

10 Annexes

10.1 Critères de qualité

Pour chacun des critères (Pertinence, Efficience, Efficacité et Durabilité potentielle), plusieurs sous-critères et des assertions relatives à ces derniers ont été formulés. En choisissant la formulation qui correspond le mieux à votre intervention (ajouter un « X » pour choisir une formulation), vous pouvez calculer la note totale applicable à ce critère spécifique (voir infra pour les instructions de calcul).

1. PERTINENCE : le degré dans lequel l'intervention est cohérente avec les politiques et priorités locales et nationales ainsi qu'avec les attentes des bénéficiaires.				
Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D				
Évaluation de la PERTINENCE : note totale	A	B	C	D
	X			
1.1 Quel est le degré de pertinence actuel de l'intervention ?				
X	A	Clairement toujours ancré dans les politiques nationales et la stratégie belge, satisfait aux engagements en matière d'efficacité de l'aide, extrêmement pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.		
...	B	S'inscrit toujours bien dans les politiques nationales et la stratégie belge (sans être toujours explicite), relativement compatible avec les engagements en matière d'efficacité de l'aide, pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.		
...	C	Quelques questions par rapport à la cohérence avec les politiques nationales et la stratégie belge, l'efficacité de l'aide ou la pertinence.		
...	D	Contradictions avec les politiques nationales et la stratégie belge, les engagements en matière d'efficacité de l'aide ; la pertinence vis-à-vis des besoins est mise en doute. Des changements majeurs sont requis.		
1.2 La logique d'intervention, telle qu'elle est conçue actuellement, est-elle toujours la bonne ?				
	A	Logique d'intervention claire et bien structurée ; logique verticale des objectifs réalisable et cohérente ; indicateurs appropriés ; risques et hypothèses clairement identifiés et gérés ; accompagnement de sortie d'intervention mis en place (si cela est applicable).		
X	B	Logique d'intervention appropriée bien qu'elle puisse avoir besoin de certaines améliorations en termes de hiérarchie d'objectifs, d'indicateurs, de risques et hypothèses.		
	C	Les problèmes par rapport à la logique d'intervention peuvent affecter la performance d'une intervention et sa capacité à contrôler et évaluer les progrès ; améliorations requises.		
	D	La logique d'intervention est erronée et nécessite une révision en profondeur pour que l'intervention puisse espérer aboutir.		

2. EFFICIENCE DE LA MISE EN ŒUVRE JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel les ressources de l'intervention (fonds, expertise, temps, etc.) ont été converties en résultats de façon économe.

Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins deux 'A', pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B', pas de 'C' ni de 'D' = B ; Au moins un 'C', pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D

Évaluation de l'EFFICIENCE : note totale	A	B	C	D
		X		

2.1 Dans quelle mesure les inputs (finances, RH, biens & équipements) sont-ils correctement gérés ?

A	Tous les inputs sont disponibles à temps et dans les limites budgétaires.	
X	B	La plupart des inputs sont disponibles dans des délais raisonnables et ne nécessitent pas d'ajustements budgétaires considérables. Une certaine marge d'amélioration est cependant possible.
C	La disponibilité et l'utilisation des inputs posent des problèmes qui doivent être résolus, sans quoi les résultats pourraient courir certains risques.	
D	La disponibilité et la gestion des inputs comportent de sérieuses lacunes qui menacent l'atteinte des résultats. Des changements considérables sont nécessaires.	

2.2 Dans quelle mesure la mise en œuvre des activités est-elle correctement gérée ?

A	Les activités sont mises en œuvre dans les délais.	
X	B	La plupart des activités sont dans les délais. Certaines sont retardées, mais cela n'a pas d'incidence sur la fourniture des outputs.
C	Les activités sont retardées. Des mesures correctives sont nécessaires pour permettre la fourniture sans trop de retard.	
D	Les activités ont pris un sérieux retard. Des outputs ne pourront être fournis que moyennant des changements majeurs dans la planification.	

2.3 Dans quelle mesure les outputs sont-ils correctement atteints ?

A	Tous les outputs ont été et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps et de bonne qualité, ce qui contribuera aux outcomes planifiés.	
X	B	Les outputs sont et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps, mais une certaine marge d'amélioration est possible en termes de qualité, de couverture et de timing.
C	Certains outputs ne s(er)ont pas livrés à temps ou de bonne qualité. Des ajustements sont nécessaires.	
D	La qualité et la livraison des outputs comportent et comporteront plus que vraisemblablement de sérieuses lacunes. Des ajustements considérables sont nécessaires pour garantir au minimum que les outputs clés seront livrés à temps.	

3. EFFICACITÉ JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel l'outcome (objectif spécifique) est atteint, tel que prévu à la fin de l'année N

Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D

Évaluation de l'EFFICACITÉ : note totale	A	B	C	D
		X		

3.1 Tel qu'il est mis en œuvre actuellement, quelle est la probabilité que l'outcome soit réalisé ?

A	La réalisation totale de l'outcome est vraisemblable en termes de qualité et de couverture. Les résultats négatifs (s'il y en a) ont été atténués.
X B	L'outcome sera atteint avec quelques minimales restrictions ; les effets négatifs (s'il y en a) n'ont pas causé beaucoup de tort.
C	L'outcome ne sera atteint que partiellement, entre autres en raison d'effets négatifs auxquels le management n'est pas parvenu à s'adapter entièrement. Des mesures correctives doivent être prises pour améliorer la probabilité de la réalisation de l'outcome.
D	L'intervention n'atteindra pas son outcome, à moins que d'importantes mesures fondamentales soient prises.

3.2 Les activités et les outputs sont-ils adaptés (le cas échéant) dans l'optique de réaliser l'outcome ?

A	L'intervention réussit à adapter ses stratégies/activités et outputs en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. Les risques et hypothèses sont gérés de manière proactive.
X B	L'intervention réussit relativement bien à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. La gestion des risques est relativement passive.
C	L'intervention n'est pas totalement parvenue à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes de façon appropriée ou dans les temps. La gestion des risques a été plutôt statique. Une modification importante des stratégies s'avère nécessaire pour garantir à l'intervention la réalisation de son outcome.
D	L'intervention n'est pas parvenue à réagir à l'évolution des circonstances externes ; la gestion des risques a été insuffisante. Des changements considérables sont nécessaires pour réaliser l'outcome.

4. DURABILITÉ POTENTIELLE : le degré de probabilité de préserver et reproduire les bénéfices d'une intervention sur le long terme (au-delà de la période de mise en œuvre de l'intervention).

Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins 3 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Maximum 2 'C, pas de 'D' = B ; Au moins 3 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D

A	B	C	D
----------	----------	----------	----------

**Évaluation de la DURABILITÉ
POTENTIELLE : note totale**

	X		
--	----------	--	--

4.1 Durabilité financière/économique ?	
A	La durabilité financière/économique est potentiellement très bonne : les frais liés aux services et à la maintenance sont couverts ou raisonnables ; les facteurs externes n'auront aucune incidence sur celle-ci.
X B	La durabilité financière/économique sera vraisemblablement bonne, mais des problèmes peuvent survenir en raison notamment de l'évolution de facteurs économiques externes.
C	Les problèmes doivent être traités en ce qui concerne la durabilité financière soit en termes de frais institutionnels ou liés aux groupes cibles, ou encore d'évolution du contexte économique.
D	La durabilité financière/économique est très discutable, à moins que n'interviennent des changements majeurs.
4.2 Quel est le degré d'appropriation de l'intervention par les groupes cibles et persistera-t-il au terme de l'assistance externe ?	
A	Le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes sont fortement impliqués à tous les stades de la mise en œuvre et s'engagent à continuer à produire et utiliser des résultats.
X B	La mise en œuvre se base en grande partie sur le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes impliqués eux aussi, dans une certaine mesure, dans le processus décisionnel. La probabilité d'atteindre la durabilité est bonne, mais une certaine marge d'amélioration est possible.
C	L'intervention recourt principalement à des arrangements ponctuels et au Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes en vue de garantir la durabilité. La continuité des résultats n'est pas garantie. Des mesures correctives sont requises.
D	L'intervention dépend totalement des structures ponctuelles n'offrant aucune perspective de durabilité. Des changements fondamentaux sont requis pour garantir la durabilité.
4.3 Quels sont le niveau d'appui politique fourni et le degré d'interaction entre l'intervention et le niveau politique ?	
A	L'intervention bénéficie de l'appui intégral de la politique et des institutions, et cet appui se poursuivra.
X B	L'intervention a bénéficié, en général, de l'appui de la politique et des institutions chargées de la mettre en œuvre, ou à tout le moins n'a pas été gênée par ceux-ci, et cet appui se poursuivra vraisemblablement.
C	La durabilité de l'intervention est limitée par l'absence d'appui politique. Des mesures correctives sont requises.
D	Les politiques ont été et seront vraisemblablement en contradiction avec l'intervention. Des changements fondamentaux s'avèrent nécessaires pour garantir la durabilité de l'intervention.
4.4 Dans quelle mesure l'intervention contribue-t-elle à la capacité institutionnelle et de gestion ?	
A	L'intervention est intégrée aux structures institutionnelles et a contribué à l'amélioration de la capacité institutionnelle et de gestion (même si ce n'est pas là un objectif explicite).

X	B	La gestion de l'intervention est bien intégrée aux structures institutionnelles et a contribué d'une certaine manière au renforcement des capacités. Une expertise supplémentaire peut s'avérer requise. Des améliorations sont possibles en vue de garantir la durabilité.
	C	L'intervention repose trop sur des structures ponctuelles plutôt que sur des institutions ; le renforcement des capacités n'a pas suffi à garantir pleinement la durabilité. Des mesures correctives sont requises.
	D	L'intervention repose sur des structures ponctuelles et un transfert de compétences vers des institutions existantes, qui permettrait de garantir la durabilité, est improbable à moins que des changements fondamentaux n'interviennent.

10.2 Cadre logique et/ou théorie de changement mis à jour

Résultats / Indicateurs	Valeur Baseline	Valeur cible finale	Source de collecte de données	Source de vérification
IMPACT : La population nigérienne parvient à la sécurité alimentaire, à une résilience renforcée et à une augmentation de ses revenus grâce au développement durable des chaînes de valeur dans l'agriculture et l'élevage, à l'entrepreneuriat et à la création d'emplois pour les jeunes.				
Volume de production par unité de travail, en fonction de la taille de l'exploitation agricole, pastorale ou forestière	AD		Ministère du Plan de l'Aménagement du Territoire	PDES
Revenu moyen des petits producteurs agricoles, selon le sexe et la tranche d'âge	AD		Ministère du Plan de l'Aménagement du Territoire	PDES
Proportion de la surface agricole consacrée à l'agriculture productive et durable	AD		Ministère du Plan de l'Aménagement du Territoire	PDES
Proportion de jeunes (âgés de 18 à 35 ans) non scolarisés et sans emploi ni formation (8.6.1)	AD		Ministère du Plan de l'Aménagement du Territoire	PDES
Nombre d'emplois (FTE) créés et maintenus (8.5.2.)	AD		Ministère du Plan de l'Aménagement du Territoire	PDES
Taux de croissance du PIB Agricole (%)	9.9% en 2020	15%	I 3N	Rapport I 3N
OUTCOME: OS1 : Renforcer la création de la valeur et des emplois dans les chaînes de valeur ciblées par la professionnalisation et mise en relation des acteurs				
Valeur totale créée dans les unités appuyées (x1000€)	13885	35776	Promoteurs appuyées (MPME, Exploitation familiales)	Rapport d'enquête
Volume (T) de production de viande dans les unités appuyées	616	1200	Eleveurs qui font l'embouche, les fermes avicoles, les exploitations familiales	Rapport de suivi
Volume (T) de production du lait dans les unités appuyées	318	6238	Exploitation familiale et MPME qui sont dans le maillon de production du lait	Rapport de suivi
Volume (unité x1000) de production d'œufs dans les unités appuyées	1049	9360	Fermes modernes, fermes semi-modernes, l'exploitation familiale d'aviculture améliorée	Rapport de suivi
Volume (T) de viande transformée dans les unités de transformation encadrées	1285	2500	Les promoteurs qui sont dans le maillon de transformation de la chaîne de valeur bétail-viande et aviculture	Rapport de suivi
Volume (T) de lait transformé dans les unités de transformation	319	2929	Membres de GEIC Lait	Rapport de suivi
Taux d'accroissement moyen de la marge nette des transformateurs accompagnés	11%	25%	Les promoteurs qui sont dans le maillon de transformation de toutes les chaînes de valeur cibles	Rapport de suivi
Taux d'accroissement moyen de la marge nette des petits commerçants accompagnés (par type/maillon et par sexe et âge)	25%	35%	Les promoteurs qui sont dans le maillon de commercialisation de toutes les chaînes de valeur cibles y compris les MPME	Rapport enquête

Résultats / Indicateurs	Valeur Baseline	Valeur cible finale	Source de collecte de données	Source de vérification
Taux d'accroissement moyen de la marge nette des petits producteurs accompagnés	7%	12%	Les promoteurs qui sont dans le maillon de commercialisation de toutes les chaînes de valeur cibles	Rapport de suivi
Nombre d'emplois (FTE) créés et/ou consolidés par les promoteurs accompagnés (cfr ODD 8.5.2)	3743	7000	ANPE, FAPFA, centres de formations, OPEL ; acteurs du dispositif d'appui conseil ; etc.	Rapport d'activité des FAPFA, ANPE, et centre de formation aux métiers
OUTCOME: OS 2. Des jeunes femmes et des jeunes hommes sont accompagnés vers l'insertion professionnelle				
Nombre de jeunes insérés durablement sur le marché d'emploi comme salarié, auto-employé ou entrepreneur	0	1250	FAPFA, centre de formation au métier, ANPE	Rapport FAPFA, ANPE, CFM
% des jeunes accompagnés bénéficiant de services de conseils et/ou de finance de l'OS1	0%	100%	FISAN et les opérateurs de conseil et le conseil régionaux	Rapport des opérateurs de conseils, rapport FISAN
OUTCOME : OS 3 : Développer un environnement favorable aux systèmes alimentaires durables				
Taux de satisfaction des acteurs sur l'amélioration de l'environnement des filières animales	AD		IPs, OPELs, promoteurs, collectivités territoriales	Rapport d'enquête
OUTCOME : OS1 : Renforcer la création de la valeur et des emplois dans les chaînes de valeur ciblées par la professionnalisation et mise en relation des acteurs				
OUTPUT 1: La qualité et la couverture des services de santé animale (publics et privés) sont renforcées				
Taux de satisfaction des utilisateurs des services de santé animale du SVPP	AD	96%	Utilisateurs de service AE et SVPP	Rapport de mise en œuvre de subside de VSF
Taux de fonctionnalité des AE (ACSA) des AVAPR des SVPP appuyés	79%	90%	AE ou ACSA, SVPP, éleveurs	Rapport de mise en œuvre de subside de VSF
% des producteurs qui adoptent les bonnes pratiques en santé animale et production animale suite à l'encadrement de proximité	AD	AD	Eleveurs	Rapport de mise en œuvre de subside de VSF
Nombre d'agents du dispositif SOC et RESEPI formés, équipés et opérationnels	0	48	DGSV	Rapport DGSV
OUTPUT 2: La qualité et de l'accessibilité des services d'appui/conseil sont renforcés				
Nombre de promoteurs encadrés par le projet	1427	5000	Prestataire d'appui conseil	Rapport d'activité des prestataires d'appui conseil
Nombre d'éleveurs/producteurs qui utilisent le e-conseil	AD	AD	Les utilisateurs de e-conseil via RECA	Rapport de mise en œuvre de subside de RECA
Nombre de vaches inséminés avec l'appui du projet	0	1500	DGPIA et bénéficiaires de l'Insémination artificielle	Rapport DGPIA

Résultats / Indicateurs	Valeur Baseline	Valeur cible finale	Source de collecte de données	Source de vérification
Taux de réussite des vaches inséminées	AD	AD	DGPIA et bénéficiaires de l'Insémination artificielle	Rapport DGPIA
OUTPUT 3: L'accès au financement est renforcé				
Nombre de promoteurs ayant bénéficiés de financement du projet	0	1000	Promoteurs appuyées (MPME, exploitation familiales)	Rapport d'activités de FISAN
OUTPUT 4: L'accès au marché et à l'information est amélioré pour les promoteurs des chaînes de valeur				
Nombre de contrats d'affaire noués entre les acteurs CV	25	75	Promoteurs appuyées (MPME, Exploitation familiales)	Rapport d'activités des promoteurs d'appui conseil
Volume (lts) de lait local (provenant des petits producteurs) traité par jour par la laiterie de Gaya (en moyenne dans l'année)	0	1600	Laiterie, centre de collecte, comité de suivi de la mise en œuvre de la convention de concession	Les outils de gestion de laiterie et de centre de collecte
Nombre d'acteurs qui ont eu de certifications ANMC pour leur produits	0	4	MPME	Document de certification délivré par les autorités compétentes
OUTCOME: OS 2. Des jeunes femmes et des jeunes hommes sont accompagnés vers l'insertion professionnelle				
OUTPUT 5 : Les acteurs impliqués dans les parcours de formation, d'insertion professionnelle et de l'entrepreneuriat des jeunes, sont renforcés				
Nombre des centres de formation professionnelle appuyés (CET, CFPT, CFM, SAA, SIFA, 7 par région)	0	14	Centres de formations, CR, DREPT	Rapport de formation fourni par les consultants, PV de réception de matériels et équipements
Taux d'exécution des plans d'action élaborés par les conseils régionaux dans le cadre de la formation professionnelle	0%	AD	Conseil régional	Rapport de réunion des cadres de concertation des acteurs de FP ; Rapport d'activité du conseil régional
OUTPUT 6 : L'offre de formation est mobilisée par les jeunes et intègre des stages en situation professionnelle				
Nombre de stagiaires encadrés par des structures privées, en incluant des parties prenantes de l'OS1	0	750	ANPE, FAPFA, centres de formations, OPEL ; acteurs du dispositif d'appui conseil ;	Rapport d'activité ANPE, FAPFA et centre de formation
Nombre d'apprenants bénéficiant du RC des formateurs et gestionnaires des centres	0	2000	FAFPA	Rapport d'activité de FAPFA
OUTPUT 7: L'accès des jeunes aux emplois salariés dans les métiers porteurs des filières agropastorales, est facilité				

Résultats / Indicateurs	Valeur Baseline	Valeur cible finale	Source de collecte de données	Source de vérification
Nombre de jeunes accompagnés dans leurs recherches d'emploi salarié	0	750	ANPE, FAPFA, centres de formations, OPEL ; acteurs du dispositif d'appui conseil ; etc	Rapport d'activité de ANPE, FAPFA, centres de formations et de promoteurs d'appui conseil
Nombre de jeunes/stagiaires embauchés par les structures privées, (en incluant les parties prenantes de l'OS1)	0	250	ANPE	Rapport d'activité de ANPE
OUTPUT 8: Le parcours entrepreneurial ou d'insertion en auto-emploi des jeunes, est amélioré				
Nombre de plans d'affaires réussis (avec obtention de financement)	0	1500	FISAN+IMF	Rapport FISAN et Rapport IMF
Nombre d'entreprises viables	0	100	Maison de l'entreprise et les opérateurs du dispositif d'appui conseil	Rapport de la Maison de l'entreprise et les rapports fournis par le dispositif d'appui conseil
OUTCOME: OS 3 : Développer un environnement favorable aux systèmes alimentaires durables				
OUTPUT 9: Le cadre politique et normatif est amélioré				
Nombre de textes et stratégies développés ou adoptés ou vulgarisés (désagrégé par type)	0	5	MEL, IPs, OPELS	Documents élaboré (texte, stratégie) ou rapport d'activités de vulgarisation des texte
OUTPUT 10: Les capacités des acteurs publics dans leur rôle de développement des CdV sont renforcées				
Degré de performance du MEL dans les domaines de S&E, Bilan-programmation, pilotage des PNDf, dialogue politique ;	AD	5	les MEL	Rapport d'auto évaluation participative
Degré de performance des collectivités territoriales dans le domaine de maîtrise d'ouvrage, gestion d'infrastructure, passation de marché,	AD	5	CR Dosso et Tahoua	Rapport d'auto évaluation assistée
OUTPUT 11: Les capacités des Interprofessions et des organisations d'éleveurs sont renforcées				
Niveau de performance des IPs (sur base de différents critères convenus avec les acteurs)	0,8	4	IPs	Rapport d'auto évaluation assistée
Nombre d'actions de plaidoyers réalisées par les OPELS avec l'appui du projet	0	3	Membres IPs	Rapport d'activités des Ips
Nombre de décisions prises suite aux actions de plaidoyers des OPELS	0	3	OPELS	Rapport d'activités des OPELS
OUTPUT 12 : Des infrastructures structurantes sont réalisées et leur fonctionnement accompagné				

Résultats / Indicateurs	Valeur Baseline	Valeur cible finale	Source de collecte de données	Source de vérification
% d'infrastructures construites ou réhabilités dans le cadre de l'intervention qui sont bien gérées	0%	80%	Conseils régionaux, Mairies, Membres des comités de gestion des infrastructures, les usagers des infrastructures, délégataires	Convention, outils de gestion, les PV des AG, etc
OUTPUT 13: L'innovation est promue et pilotée au sein des chaînes des valeur				
Nombre d'innovation promues et appliquées au sein des chaînes des valeur	0	5	IPs; OPELs, promoteurs appuyés	Rapport des opérateurs de conseils, rapport APCA, Rapport RECA
Nombre de (a) publications, (b)ateliers, (c)conférences, (d)études et recherche-action appuyé par l'intervention	0	10	Institution de recherche	Documents publiés, rapports d'ateliers, de conférences et des études et recherche-action réalisées
1. Nombre des publications réalisées	0	2	Institution de recherche	Document publié
2. Nombre d'ateliers/conférences réalisés	0	4	Projet	Rapport atelier/conférence

10.3 Fiches de suivi de processus de changement (optionnel)

Fiches de suivi à utiliser dans le cadre d'une démarche réflexive en cours ou une démarche de recherche-action explicite utilisée par l'intervention (*voir guide gestion du contenu*).

Titre Output 1	
Quelle est l'hypothèse de travail (1 phrase) qui donne l'orientation pour arriver à l'outcome intermédiaire ?	
Est-ce que la Théorie de Changement (modèle, principes, valeurs) sous-jacente à l'hypothèse de travail a été développée d'une façon explicite ? <input type="radio"/> Non <input type="radio"/> Oui o Changements majeurs apportés au Toc durant l'année ? Si oui : lesquels ? (éventuellement ToC modifiée en annexe)	
Quelles ont été les décisions majeures prises durant l'année pour réaliser le changement sur base de l'hypothèse de travail, et leur justification ? <input type="radio"/> Décision 1 : <input type="radio"/> Justification Décision 1 : <input type="radio"/> Décision 2 : <input type="radio"/> Justification Décision 2 :	
Y-a-t-il eu des opportunités dans le contexte (spécifiquement en lien avec le résultat) qui ont facilité le processus de changement et l'atteinte de l'outcome intermédiaire ?	
Y-a-t-il eu des contraintes majeures dans le contexte (spécifiquement en lien avec le résultat) qui ont influencé négativement facilité le processus de changement et l'atteinte de l'outcome intermédiaire ?	
Le processus de changement (recherche-action) a-t-il été documenté ? <input type="radio"/> Non <input type="radio"/> Oui Si oui, sous quelle forme ?	
Y-a-t-il eu une communication par rapport au processus de changement documenté ? <input type="radio"/> Non <input type="radio"/> Oui Si oui, sous quelle forme ?	

10.4 Aperçu des MoRe Results

Résultats ou indicateurs du cadre logique modifiés au cours des 12 derniers mois ?	NON
Rapport Baseline enregistré dans PIT ?	OUI
Planning de la MTR (enregistrement du rapport)	10/2024 (estimation)
Planning de l'ETR (enregistrement du rapport)	10/2026 (estimation)
Missions de backstopping depuis le 14/03/2023	NON

10.5 Rapport « Budget versus Actuels (y – m) »

Outcome	Output	Lignes budgétaires	Budget		Total expenses		% Exec	Expenses before cut-off		Balance after cut-off	
			EUR	FCFA	EUR	FCFA		EUR	FCFA	EUR	FCFA
A - La création de la valeur et des emplois dans les chaînes de valeur ciblées		Total	6 984 814	4 581 737 637	998 387	654 899 053	14 %	961 102	630 441 729	6 023 712	3 951 295 908
	A01 - La qualité et la couverture des services de santé animale (publics et privés) sont améliorées	Total	480 000	314 859 360	91 828	60 234 891	19 %	91 522	60 034 359	388 478	254 825 001
		A0101 - Renforcer les services vétérinaires de proximité privés (SVPP) actifs dans les bassins de production	175 000	114 792 475	79 093	51 881 614	45 %	78 986	51 811 616	96 014	62 980 859
		A0102 - Renforcer les services publics de santé animale dans leur rôle régalién et de surveillance épidémiologique	270 000	177 108 390	10 046	6 589 987	4 %	9 985	6 550 000	260 015	170 558 390
		A0103 - Renforcer les Services Officiels de Contrôle (SOCs)	35 000	22 958 495	2 688	1 763 291	8 %	2 550	1 672 743	32 450	21 285 752
		Total	1 650 000	1 082 329 050	71 688	47 024 455	4 %	65 331	42 854 320	1 584 669	1 039 474 730
	A02 - La qualité et l'accessibilité des services d'appui/conseil sont renforcés	A0201 - Renforcer l'accès des services d'appui-conseil multidimensionnel et de qualité pour les producteurs et entrepreneurs à petite et moyenne échelle	1 200 000	787 148 400	17 177	11 267 223	1 %	10 819	7 097 087	1 189 181	780 051 313
		A0202 - Renforcer le rôle de l'APCA dans son rôle d'assurance qualité des services	50 000	32 797 850		0			0	50 000	32 797 850
		Total									

Outcome	Output	Lignes budgétaires	Budget		Total expenses		% Exec	Expenses before cut-off		Balance after cut-off	
			EUR	FCFA	EUR	FCFA		EUR	FCFA	EUR	FCFA
		d'appui-conseil en matière de l'élevage									
		A0203 - Renforcer l'e-conseil en élevage	200 000	131 191 400	49 851	32 699 896	25 %	49 851	32 699 896	150 149	98 491 504
		A0204 - Renforcer les services d'amélioration génétique	200 000	131 191 400	4 661	3 057 337	2 %	4 661	3 057 337	195 339	128 134 063
		Total	3 989 814	2 617 146 422	776 624	509 432 107	19 %	747 007	490 004 766	3 242 807	2 127 141 656
	A03 - L'accès au financement pour les promoteurs au sein des chaînes des valeurs est amélioré	A0301 - Renforcer le mécanisme de financement du FISAN	3 559 814	2 335 084 912	776 624	509 432 107	22 %	747 007	490 004 766	2 812 807	1 845 080 146
		A0302 - Renforcer les capacités des Institutions Financières dans la zone d'intervention	380 000	249 263 660		0			0	380 000	249 263 660
		A0303 - Appuyer l'émergence de mécanismes de financement alternatif	50 000	32 797 850		0			0	50 000	32 797 850
		Total	865 000	567 402 805	58 247	38 207 600	7 %	57 242	37 548 284	807 758	529 854 521
	A04 - L'accès au marché et à l'information pour les opérateurs des chaînes de valeur ciblées est amélioré	A0401 - Renforcer la gouvernance et la fonctionnalité des GEICs (Groupement d'Entreprises Intégrées et Collaboratives)	700 000	459 169 900	56 007	36 738 433	8 %	55 002	36 079 117	644 998	423 090 783
		A0402 - Renforcer l'opérationnalisation de la laiterie de Gaya et son dispositif inclusif	95 000	62 315 915	46	29 997	0 %	46	29 997	94 954	62 285 918

Outcome	Output	Lignes budgétaires	Budget		Total expenses		% Exec	Expenses before cut-off		Balance after cut-off	
			EUR	FCFA	EUR	FCFA		EUR	FCFA	EUR	FCFA
		A0403 - Renforcer les systèmes et dispositifs d'information sur le marché	40 000	26 238 280		0			0	40 000	26 238 280
		A0404 - Promotion des produits locaux	30 000	19 678 710	2 194	1 439 170	7 %	2 194	1 439 170	27 806	18 239 540
		Total	2 560 000	1 679 249 920	57 035	37 412 567	2 %	49 591	32 529 800	2 510 409	1 646 720 120
B - L'insertion des jeunes dans des emplois créés au sein des chaînes de valeur	B01 - Les acteurs impliqués dans les parcours de formation, d'insertion professionnelle et de l'entrepreneuriat des jeunes, sont renforcés	Total	290 000	190 227 530	31 927	20 942 667	11 %	30 125	19 760 888	259 875	170 466 642
		B0101 - Renforcer les Conseils Régionaux pour coordonner les parcours d'insertion des jeunes	100 000	65 595 700	28 159	18 470 995	28 %	26 558	17 420 991	73 442	48 174 709
		B0102 - Renforcer les centres de formation professionnelle en matière de filières et de métiers d'élevage	150 000	98 393 550	2 230	1 462 896	1 %	2 230	1 462 896	147 770	96 930 654
		B0103 - Appuyer le développement d'une offre de formation orientée 'métiers' dans le domaine de l'élevage au niveau national	40 000	26 238 280	1 538	1 008 777	4 %	1 337	877 001	38 663	25 361 279
		Total	830 000	544 444 310	15 370	10 082 321	2 %	9 801	6 429 290	820 199	538 015 020
	B02 - L'offre de formation est saisie par les jeunes et intégrée des stages	B0201 - Appuyer les stages des apprenants	225 000	147 590 325	8 263	5 420 087	4 %	8 263	5 420 087	216 737	142 170 238
		B0202 - Assurer le financement des formations	605 000	396 853 985	7 108	4 662 234	1 %	1 539	1 009 203	603 461	395 844 782

Outcome	Output	Lignes budgétaires	Budget		Total expenses		% Exec	Expenses before cut-off		Balance after cut-off	
			EUR	FCFA	EUR	FCFA		EUR	FCFA	EUR	FCFA
	en situation professionnelle	s des jeunes sélectionnés									
	B03 - L'accès des jeunes aux emplois salariés dans les métiers porteurs des filières agropastorales, est facilité	Total	200 000	131 191 400	9 100	5 969 209	5 %	9 100	5 969 209	190 900	125 222 191
		B0301 - Faciliter l'accès des jeunes aux services d'orientation et recherche d'emploi	160 000	104 953 120	9 100	5 969 209	6 %	9 100	5 969 209	150 900	98 983 911
		B0302 - Appuyer le fonctionnement des organes dédiés à l'insertion des jeunes, dans les Centres de formation	40 000	26 238 280		0			0	40 000	26 238 280
	B04 - Le parcours entrepreneurial ou d'insertion en auto-emploi est amélioré	Total	1 240 000	813 386 680	638	418 369	0 %	565	370 412	1 239 435	813 016 268
		B0401 - Identifier et sélectionner les porteurs de projet	40 000	26 238 280	638	418 369	2 %	565	370 412	39 435	25 867 868
		B0402 - Renforcer les capacités des porteurs de projets et valider leurs projets	500 000	327 978 500		0			0	500 000	327 978 500
		B0403 - Appuyer la mise en œuvre des projets et le suivi-accompagnement des porteurs de projet	700 000	459 169 900		0			0	700 000	459 169 900
C - Un environnement		Total	2 433 000	1 595 943 381	182 314	119 589 954	7 %	173 481	113 796 083	2 259 519	1 482 147 298
	C01 - Amélioration du	Total	100 000	65 595 700	12 450	8 166 816	12 %	12 342	8 095 815	87 658	57 499 885

Outcome	Output	Lignes budgétaires	Budget		Total expenses		% Exec	Expenses before cut-off		Balance after cut-off	
			EUR	FCFA	EUR	FCFA		EUR	FCFA	EUR	FCFA
	cadre politique et normatif	C0101 - Appui à l'élaboration et la vulgarisation des textes complémentaires de l'ordonnance relative à la loi-cadre sur l'élevage	50 000	32 797 850		0			0	50 000	32 797 850
		C0102 - Appui au développement de stratégies prioritaires pour le développement des CdV ciblées	50 000	32 797 850	12 450	8 166 816	25 %	12 342	8 095 815	37 658	24 702 035
C02 - Les capacités des acteurs publics dans leur rôle en lien avec le développement de systèmes alimentaires durables sont renforcés		Total	405 000	265 662 585	66 681	43 739 836	16 %	64 642	42 402 110	340 358	223 260 475
		C0201 - Renforcer les capacités du Ministère de l'Elevage au niveau central et ses Services Techniques Déconcentrés (STD)	150 000	98 393 550	50 304	32 997 412	34 %	48 265	31 659 686	101 735	66 733 864
		C0202 - Renforcer les capacités des collectivités territoriales	255 000	167 269 035	16 377	10 742 424	6 %	16 377	10 742 424	238 623	156 526 611
C03 - Renforcement des capacités organisationnelles des interprofessions et des Organisations Paysannes		Total	200 000	131 191 400	31 708	20 799 065	16 %	30 111	19 751 561	169 889	111 439 839
		C0301 - Renforcer la structuration et le fonctionnement des Interprofessions	80 000	52 476 560	29 175	19 137 552	36 %	27 578	18 090 048	52 422	34 386 512
		C0302 - Renforcer les OPELs dans plaidoyer et dialogue politique avec	120 000	78 714 840	2 533	1 661 513	2 %	2 533	1 661 513	117 467	77 053 327

Outcome	Output	Lignes budgétaires	Budget		Total expenses		% Exec	Expenses before cut-off		Balance after cut-off	
			EUR	FCFA	EUR	FCFA		EUR	FCFA	EUR	FCFA
		les pouvoirs publics									
	C04 - Les infrastructures structurantes pour le développement des chaînes de valeur ciblées sont identifiées, réalisées et opérationnelles	Total	1 503 000	985 903 371	49 377	32 388 940	3 %	49 346	32 368 992	1 453 654	953 534 379
		C0401 - Priorisation au niveau du bassin en impliquant tous les acteurs de la filière	153 000	100 361 421	49 346	32 368 992	32 %	49 346	32 368 992	103 654	67 992 429
		C0402 - Réalisation des infrastructures - Convention ANFICT	1 250 000	819 946 250	30	19 948	0 %		0	1 250 000	819 946 250
		C0403 - Suivi-contrôle des chantiers	87 500	57 396 238		0			0	87 500	57 396 238
		C0404 - Accompagnement des acteurs dans la gestion des infrastructures	12 500	8 199 463		0			0	12 500	8 199 463
	C05 - Les systèmes de connaissances et d'innovation pour développer des systèmes alimentaires durables sont renforcés	Total	225 000	147 590 325	22 098	14 495 298	10 %	17 040	11 177 606	207 960	136 412 719
		C0501 - Organisation des événements collaboratifs/multi acteurs pour susciter et développer des solutions innovantes	150 000	98 393 550	22 098	14 495 298	15 %	17 040	11 177 606	132 960	87 215 944
		C0502 - Recherche-action pour piloter des modèles innovants et capitalisation et diffusion des expériences	75 000	49 196 775		0			0	75 000	49 196 775
Z - General		Total	3 622 186	2 375 998 262	458 384	300 680 298	13 %	321 204	210 696 242	3 300 982	2 165 302 020

Outcome	Output	Lignes budgétaires	Budget		Total expenses		% Exec	Expenses before cut-off		Balance after cut-off	
			EUR	FCFA	EUR	FCFA		EUR	FCFA	EUR	FCFA
Z01 - Human Resources	Total		2 655 110	1 741 637 990	276 659	181 476 447	10 %	197 565	129 593 974	2 457 545	1 612 044 016
	Z0101 - Technical experts		1 791 850	1 175 376 550	161 508	105 942 625	9 %	108 909	71 439 883	1 682 941	1 103 936 667
	Z0102 - Personnel de support (100%)		711 640	466 805 239	75 547	49 555 774	11 %	56 783	37 247 121	654 857	429 558 118
	Z0103 - Ressources Humaines Partagées (Shared Hub Services)		151 620	99 456 200	39 603	25 978 049	26 %	31 872	20 906 970	119 748	78 549 231
Z02 - Investments	Total		230 726	151 346 335	63 180	41 443 475	27 %	41 902	27 485 641	188 824	123 860 694
	Z0201 - Véhicules		105 000	68 875 485	5	2 998	0 %		0	105 000	68 875 485
	Z0202 - Office Equipment & refurbishment		60 726	39 833 645	46 871	30 745 216	77 %	25 597	16 790 380	35 129	23 043 264
	Z0203 - IT equipment		65 000	42 637 205	16 305	10 695 261	25 %	16 305	10 695 261	48 695	31 941 944
Z03 - Operational Costs	Total		541 350	355 102 322	82 517	54 127 715	15 %	45 790	30 036 533	495 560	325 065 789
	Z0301 - Rental			0	229	149 998	N/A	76	49 997	-76	-49 997
	Z0302 - Utilities, maintenance & office supplies		34 200	22 433 729	3 897	2 555 969	11 %	2 266	1 486 556	31 934	20 947 173
	Z0303 - Vehicles operational expenses		198 900	130 469 847	8 281	5 432 157	4 %	156	102 441	198 744	130 367 406
	Z0304 - ICT & communication & Expedition		171 000	112 168 647	26 344	17 280 623	15 %	17 340	11 374 058	153 660	100 794 589
	Z0305 - Missions		88 350	57 953 801	27 064	17 752 571	31 %	14 079	9 235 127	74 271	48 718 674
	Z0306 - Training & development		37 500	24 598 388	10 820	7 097 330	29 %	8 593	5 636 750	28 907	18 961 637

Outcome	Output	Lignes budgétaires	Budget		Total expenses		% Exec	Expenses before cut-off		Balance after cut-off	
			EUR	FCFA	EUR	FCFA		EUR	FCFA	EUR	FCFA
		Z0307 - Other operational expenses	8 550	5 608 432	5 883	3 858 667	69 %	3 279	2 151 204	5 271	3 457 228
		Z0308 - Financial charges	2 850	1 869 477	1	400	0 %	1	400	2 849	1 869 077
		Total	180 000	118 072 260	20 235	13 273 579	11 %	20 220	13 263 542	159 780	104 808 718
	Z04 - Audit, M&E and support	Z0401 - Audit	30 000	19 678 710	187	122 598	1 %	187	122 598	29 813	19 556 112
		Z0402 - Monitoring & Evaluation	100 000	65 595 700	10 802	7 085 569	11 %	10 787	7 075 533	89 213	58 520 167
		Z0403 - Backstopping	50 000	32 797 850	9 247	6 065 411	18 %	9 247	6 065 411	40 753	26 732 439
		Total	15 000	9 839 355	15 792	10 358 788	105 %	15 727	10 316 419	-727	- 477 064
	Z05 - Communication & capitalization	Z0501 - Communication & capitalization	15 000	9 839 355	15 792	10 358 788	105 %	15 727	10 316 419	-727	- 477 064
		Total		0	0	295	N/A	0	131	0	- 131
	Z99 - HQ managed lines, only to be used by HQ!	Z9998 - Conversion rate adjustment REG		0	0	295	N/A	0	131	0	- 131
		Total	15 600 000	10 232 929 200	1 696 120	1 112 581 872	11 %	1 505 379	987 463 853	14 094 621	9 245 465 347

10.6 Ressources en termes de communication

RAS